



MERCREDI 19 AOÛT 2020

Août 2020 : La Russie a créé le premier vaccin Covid-19...

- ▶ **Inflation au sommet - stagnation à la base** (Tim Watkins) p.1
- ▶ **LA GRANDE CONSPIRATION DE L'ÉLITE ou LA FALAISE DE L'ÉNERGIE : laquelle devrait vous inquiéter le plus ?** (Steve Rocco) p.5
- ▶ **Est-ce le début de la fin de l'exploration pétrolière et gazière ?** p.9
- ▶ **Les lumières faiblissent et les inquiétudes montent alors qu'une vague de chaleur rôtit la Californie** p.11
- ▶ **« Ne prenons plus les plantations d'arbres pour des forêts »** p.14
- ▶ **Feu vert pour des forages pétroliers dans une zone naturelle protégée en Alaska** p.18
- ▶ **La fonte de la calotte glaciaire du Groenland semble irrémédiable** p.19
- ▶ **L'océan pourrait contenir dix fois plus de plastique qu'estimé** p.21
- ▶ **Féminisme, birth control et surpopulation** (Michel Sourrouille) p.23
- ▶ **NOUVELLES DES GRANDS "FONDS"...** (Patrick Reymond) p.24
- ▶ **TOUT VA TRES BIEN, MADAME LA MARQUISE...** (Patrick Reymond) p.25
- ▶ **L'Amérique n'a jamais connu une telle vague de chaleur** (Michael Snyder) p.26

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ **Comme l'a dit von Mises, Il n'y a aucun moyen d'éviter l'effondrement final d'un boom provoqué par une expansion du crédit.** p.32
- ▶ **Fonds de tiroir à ne pas négliger du système financier** (F. Leclerc) p.35
- ▶ **BOMBE : La Cour européenne interdit à Google, Facebook et consorts de traiter nos données** p.36
- ▶ **Bienvenue dans le Tiers Monde, partie 31 : Les villes et les États sont en faillite sans être renfloués** p.44
- ▶ **L'élite mondiale a beaucoup plus de contrôle sur nous que la plupart des gens n'osent l'imaginer** (Michael Snyder) p.46
- ▶ **Editorial. Bourses: ça y est on est dans la mania. On tond les moutons. Recrudescence de licornes. On est dans le vif du sujet.** (Bruno Bertez) p.48
- ▶ **Éditorial: venez découvrir la nouvelle rationalité. L'exubérance est rationnelle.** (Bruno Bertez) p.56
- ▶ **Exubérance rationnelle** (Brian Maher) p.59
- ▶ **Le "prêt relais" américain est en hausse** (Jim Rickards) p.62
- ▶ **L'Empire va riposter : La suprématie du dollar est le mandat impérial de la Fed** (Charles Hugh Smith) p.64
- ▶ **Le rôle de l'Etat dans le monde d'après** (Étienne Henri) p.67
- ▶ **La financiarisation ne tombe pas du ciel** (Bruno Bertez) p.70
- ▶ **Le courage... de dépenser l'argent des autres** (Bill Bonner) p.73

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

Inflation au sommet - stagnation à la base

THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP

The storm is coming - will you be ready?



Comment convaincre les gens que la pire récession de mémoire d'homme n'est pas si grave après tout ? L'une des façons est de suivre l'exemple de la Banque d'Angleterre et de donner des prévisions si sombres au début de la crise que tout ce qui n'est pas l'effondrement complet de l'économie ressemble à une bonne nouvelle. C'est ainsi qu'ils ont tenté de faire tourner la légère hausse du PIB en juin.

Le problème est que la croissance initiale des dépenses après le blocage s'est très vite essoufflée, les consommateurs étant retournés chez eux pour poursuivre leur éloignement social jusqu'à ce qu'un remède ou un vaccin contre le Covid-19 puisse être mis au point. Comme l'explique John Llewellyn dans le Financial Times :

"L'une des raisons pour lesquelles le Royaume-Uni a plus souffert que les autres pays européens est qu'il a été mis en quarantaine tardivement, et qu'il en est ressorti plus tard. Lorsque le verrouillage est finalement arrivé, il a été strict, notamment avec la fermeture des écoles, qui a maintenu de nombreux parents à la maison.

"Et maintenant ? Il est clair que l'humilité est de rigueur. L'économie est en grande partie alimentée par un virus qui n'est pas encore bien compris. On ne sait pas non plus quand, ni même si, il y aura un vaccin efficace. À court terme, il semble qu'une reprise ait commencé dans toute l'Europe. Le Royaume-Uni, avec ses consommateurs hésitants, pourrait rebondir avec moins de confiance que certains".

Une reprise en "V" menée par les consommateurs semble peu probable ; et pour cause. Bien que le gouvernement britannique ait accordé des renflouements massifs aux entreprises favorisées par le biais de la Covid Corporate Financing Facility et qu'il ait subventionné les salaires de millions de travailleurs pour un coût de près de 70 milliards de livres sterling, l'apocalypse du commerce de détail dans les grandes rues de Grande-Bretagne s'est accélérée. Le résultat est que des dizaines de milliers d'emplois ont déjà été perdus malgré l'accès des entreprises au programme de congés et aux prêts préférentiels. Il semble que ces entreprises s'effondrent prématurément pour éviter la ruée prévue en octobre, lorsque le soutien du gouvernement prendra fin.

Apparemment emprunté à un ancien poste de la Consciousness of Sheep, Larry Elliott du Guardian explique pourquoi la récession a été jusqu'à présent modérée :

"La politique des militants a signifié, pour l'instant, que la récession de 2020 a été un peu comme la période entre septembre 1939 et mai 1940, une sorte de fausse guerre. Les chiffres de l'Office for National Statistics montrent que le revenu national a chuté de 85 milliards de livres entre le premier et le deuxième trimestre de 2020, mais le gouvernement a subi de loin la plus forte baisse - 50,1 milliards de livres - en raison de ses subventions, de ses exonérations fiscales et de ses programmes de soutien au revenu. Les bénéfices des entreprises ont chuté de 26,5 milliards de livres sterling. Les revenus des ménages ont chuté de 8,6 milliards de livres, une baisse modeste dans les circonstances..."

"Jusqu'à présent, les ménages n'ont pas beaucoup souffert de la récession, mais... cela est sur le point de changer car la fin du programme de congés est le moment où Rishi Sunak a commencé à se décharger de la douleur sur les ménages et les entreprises."

"Les licenciements sont inévitables car les entreprises en difficulté constatent que le coût de l'emploi des travailleurs augmente. Ainsi, alors que les données mensuelles de l'ONS montrent que l'activité économique a commencé à se redresser en mai, la récession de l'emploi ne fait que commencer. Pour la plupart des gens, il est difficile de dire si l'économie est en croissance ou non. Être licencié est une autre affaire. Cela fait prendre conscience de la réalité de la récession".

Pour les 80 % de la population les plus pauvres, les salaires réels étaient les mêmes à la fin de 2019 qu'en 2009. Contrairement à l'économie basée sur l'industrie manufacturière et lourde des années 1970, il y a peu de syndicats capables de faire augmenter les salaires dans les années 2000. Les attaques politiques successives contre les droits des travailleurs, associées à des systèmes de protection sociale punitifs, ont dissuadé les gens de chercher activement à obtenir des salaires plus élevés. C'est pour cette raison que, malgré les chiffres officiels indiquant un quasi plein emploi, l'inflation généralisée n'a pas fait son apparition. En effet, l'apocalypse du commerce de détail a été provoquée par un changement des habitudes de dépenses vers des produits essentiels comme la nourriture, les transports et les services publics, ce qui a entraîné une chute massive des dépenses pour les articles discrétionnaires. C'était avant l'arrivée de Covid-19. Aujourd'hui, les gens sont encore plus réticents à dépenser pour des articles discrétionnaires parce qu'ils comprennent que survivre grâce au crédit universel signifie supprimer toutes les dépenses discrétionnaires (y compris de nombreux articles, comme les transports, qui auraient pu sembler essentiels). Il en résulte une baisse massive des dépenses dans l'ensemble de l'économie, au moment même où les entreprises ont besoin de ventes supplémentaires pour se remettre de la fermeture.

La baisse de la consommation ne se termine pas non plus par la faillite des commerces de détail ; le problème majeur est le manque d'investissements à un moment où la demande est en chute libre. Comme l'explique John Llewellyn :

"Dans les grandes économies, il faut généralement trois à six ans pour que le PIB retrouve son niveau d'avant la récession. Par la suite, la croissance revient parfois à un rythme normal (bien que les niveaux absolus du PIB soient en recul). Dans d'autres cas, les premières années de reprise ont été plus lentes qu'avant la récession."

"Il y a une raison importante à cela. La composante des dépenses qui est la plus touchée lors des récessions est l'investissement. C'est un poste facile à réduire : quel directeur général irait à son conseil d'administration en pleine récession pour soutenir que le moment est venu d'accroître la capacité ? Ainsi, au deuxième trimestre, les investissements des entreprises britanniques ont chuté de plus de 30 %".

En effet, la destruction de capital est à l'ordre du jour alors que les entreprises quittent leurs bureaux, que les compagnies aériennes mettent au rebut leurs avions les moins économes en carburant et que les propriétaires de bateaux de croisière cherchent une autre utilisation pour leurs navires désormais superflus. Pendant ce temps, comme le rapporte Phillip Inman du Guardian, ce qui reste de l'industrie automobile britannique s'effondre :

"L'industrie automobile britannique revient à peine d'un premier semestre désastreux au cours duquel elle a produit le plus petit nombre de véhicules depuis 1954. Jusqu'à présent, les entreprises automobiles n'ont fait état que d'environ 11 000 pertes d'emploi après que la plupart des employés de l'industrie aient été licenciés. Les prochains mois devraient être beaucoup plus sombres en ce qui concerne les suppressions d'emplois.

"Certains analystes pensent qu'un travailleur sur six des 168 000 employés directs de la construction automobile pourrait perdre son emploi d'ici l'année prochaine, et bien plus encore sur les 823 000 employés de l'ensemble du secteur alors que l'industrie automobile britannique, en grande partie détenue par des étrangers, se retire sur le sol britannique".

Alors que les dépenses et les investissements tombent à des niveaux historiquement bas, la déflation semble probable pour "l'économie réelle". En raison de la façon dont la monnaie est créée dans une économie néolibérale, nous dépendons de l'augmentation des emprunts privés au moins aussi rapide que les intérêts de la dette privée si nous voulons avoir une quelconque croissance. Avec l'assèchement des investissements et des dépenses de consommation, et avec des consommateurs et des entreprises désireux de rembourser leurs dettes existantes plutôt que de contracter de nouveaux emprunts, nous sommes confrontés à un effondrement imminent de l'offre de monnaie.

Une des solutions proposées est que le gouvernement prenne le relais par le biais d'un programme keynésien de travaux publics. Le gouvernement peut utiliser sa capacité à emprunter à des taux d'intérêt historiquement bas afin de remplacer la monnaie qui disparaît au fur et à mesure du remboursement de la dette privée. Elliott explique le tour de force supplémentaire de cette approche :

"Jusqu'à présent, les actions de la banque centrale ont reflété le besoin du gouvernement d'emprunter davantage. Le Trésor a déclaré qu'il emprunterait 300 milliards de livres supplémentaires cette année, et voici le total des prêts supplémentaires accordés par la Banque d'Angleterre".

En d'autres termes, plutôt que d'emprunter sur le marché libre, la banque centrale se débarrasse des intermédiaires : elle crée simplement de la monnaie à partir de rien et la remet directement au gouvernement. Le problème, cependant, est que 300 milliards de livres sterling sont une goutte d'eau dans l'océan par rapport aux 3.200.000.000.000 de livres de dette privée en circulation avant la pandémie. Si la dette du secteur privé se contracte plus rapidement que le gouvernement ne peut dépenser la nouvelle monnaie qui existe (par une combinaison de remboursement de la dette et de défaut de paiement, et parce que moins de nouveaux prêts sont contractés), nous sommes confrontés à une dangereuse période de stagnation alors que l'économie se réajuste aux nouvelles circonstances, beaucoup moins matérielles.

Il est peu probable qu'un gouvernement conservateur ait la volonté politique de s'engager dans le type de dépenses publiques qui seront nécessaires pour empêcher l'effondrement déflationniste de l'économie réelle. Néanmoins, l'ampleur de l'urgence exige un niveau de dépenses publiques d'une ampleur qui ferait rougir Jeremy Corbyn et Bernie Sanders. Nous aurions besoin de politiques auparavant impensables comme l'abaissement de l'âge de la retraite de l'État (afin de libérer des emplois pour les jeunes) et l'augmentation des allocations de chômage et d'invalidité à environ deux tiers du salaire moyen, afin d'éviter l'effondrement des dépenses à venir. En outre, s'appuyer sur les tendances économiques émergentes telles que le travail à domicile,

la vente en ligne et la diminution du nombre de propriétaires de voitures nécessitera des politiques totalement différentes de celles conçues pour (probablement pas) rétablir l'économie pré-pandémique.

Si l'on n'y parvient pas, on risque de provoquer une dislocation économique et une division politique d'une ampleur qui éclipsera Brexit. En effet, pour ceux qui sont au sommet, la Banque d'Angleterre poursuit un programme d'assouplissement quantitatif qui, selon ses propres recherches, ne fait rien pour l'économie réelle. L'assouplissement quantitatif ne fait que placer encore plus de richesses entre les mains d'une minuscule élite qui possède la plupart des actifs.

L'ironie est que les millionnaires du haut de la pyramide sont autant prisonniers du système que ceux qui se battent pour mettre de la nourriture dans leur assiette au bas de la pyramide. Le choix politique de renflouer le système après 2008 a laissé à ceux qui sont au sommet un choix de plus en plus restreint d'endroits pour garer leur richesse nominale. Seule une poignée de catégories d'actifs ont généré des rendements proches des taux considérés comme normaux avant 2008. Parmi celles-ci, seules les bourses - artificiellement soutenues par les banques centrales - ont offert une croissance constante. C'est donc là qu'est passée l'inflation. La valeur nominale des actions dépasse de loin la valeur réelle des sociétés qui les ont émises. Poussées à la hausse par la nouvelle monnaie des banques centrales, qui n'a nulle part où aller, les bourses accaparent la richesse numérique de tous ceux qui ont une monnaie fiduciaire à investir.

Bien entendu, il y aura peu de sympathie pour ceux qui sont au sommet. Ils ont profité de la vie élevée alors que la majorité d'entre eux ont vu leur niveau de vie s'effondrer. Néanmoins, ils se trouvent également au bord d'un précipice économique dont la seule issue est la baisse. La richesse patrimoniale n'est pas la même chose que quelque chose de réel et de tangible comme une miche de pain. Si la dépression à venir est aussi grave que beaucoup le craignent, la valeur d'un pain augmentera en raison de la combinaison de la pénurie (moins de magasins vendent du pain) et de l'augmentation de la demande (les gens concentrent leurs dépenses sur les produits de première nécessité). En revanche, les biens tels que les actions, les œuvres d'art ou même les logements ne sont évalués qu'à la marge. Par exemple, vous pourriez dire que votre maison vaut 200 000 livres sterling parce que c'est à ce prix qu'une maison voisine a été vendue. Mais ce prix n'est possible que parce que très peu de gens vendent des maisons à un moment donné. Mais si tout le monde essayait de réaliser la valeur marchande de sa maison en même temps, l'offre excédentaire ferait s'effondrer les prix près de zéro. Il en va de même pour tous les biens que les riches ont tenté d'utiliser comme refuge dans la tempête qui s'est abattue sur eux. Si tout le monde tente de vendre ses actions et ses biens en même temps, ils perdront toute valeur.

Pour un pays comme la Grande-Bretagne, dont les richesses pétrolières ont été dilapidées et dont le système bancaire et financier est particulièrement vulnérable à la crise croissante, il faudra des dirigeants politiques qualifiés et compétents pour naviguer sur un chemin à travers la crise, qui ne se termine pas par des guillotines sur les verts du Parlement. Mieux vaut ne pas retenir son souffle.

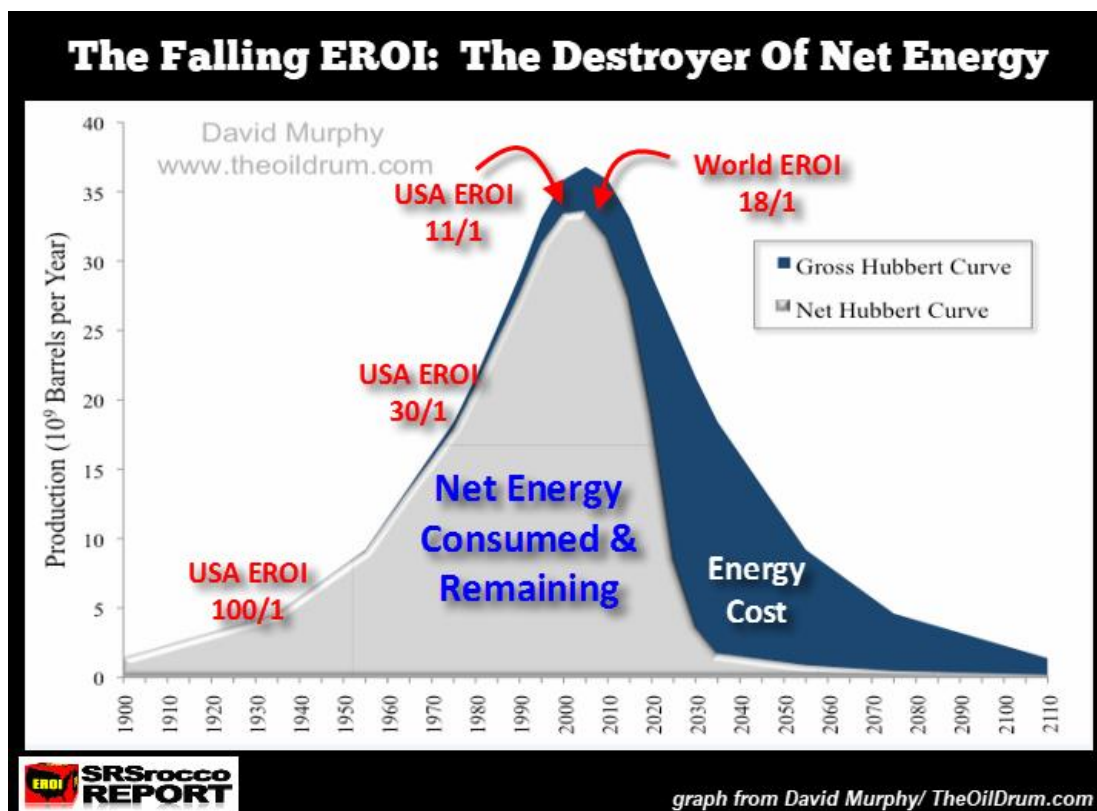
LA GRANDE CONSPIRATION DE L'ÉLITE ou LA FALAISE DE L'ÉNERGIE : laquelle devrait vous inquiéter le plus ?

Posté par Steve Rocco le 18 août 2020

Les théories du complot, surtout celles qui sont malsaines, attirent l'attention de beaucoup de gens. Donc, si vous voulez acquérir beaucoup d'adeptes tout en faisant de l'argent, alors il vaut mieux continuer à régurgiter le mantra de la "GRANDE CONSPIRATION". Je vois cela partout dans les Alt-Media. Et, peu importe si des

faits sont fournis pour réfuter l'une de ces théories de conspiration minables, les gens préfèrent croire à un GRAND MENSONGE que de faire face à la VÉRITÉ.

C'est le sujet de mon article d'aujourd'hui. Je vais donc souligner la différence, telle que je la vois, entre la "Conspiration de la Grande Elite et la Falaise d'Energie". Donc, lorsque je mentionne le terme "Falaise énergétique", le tableau ci-dessous devrait clarifier les doutes ou les questions.



Il y a près de 20 ans, lorsque je me suis intéressé pour la première fois à l'argent, j'ai suivi l'analyste de l'argent, Ted Butler. Au début des années 2000, Ted a réalisé des travaux intéressants sur le marché de l'argent. Cependant, si vous comparez les travaux plus récents de Butler aujourd'hui, ils ne sont pas très différents de son analyse de 2002. Tout simplement, bien que son analyse soit plus récente, elle ne se concentre toujours que sur un seul sujet... la manipulation de l'argent.

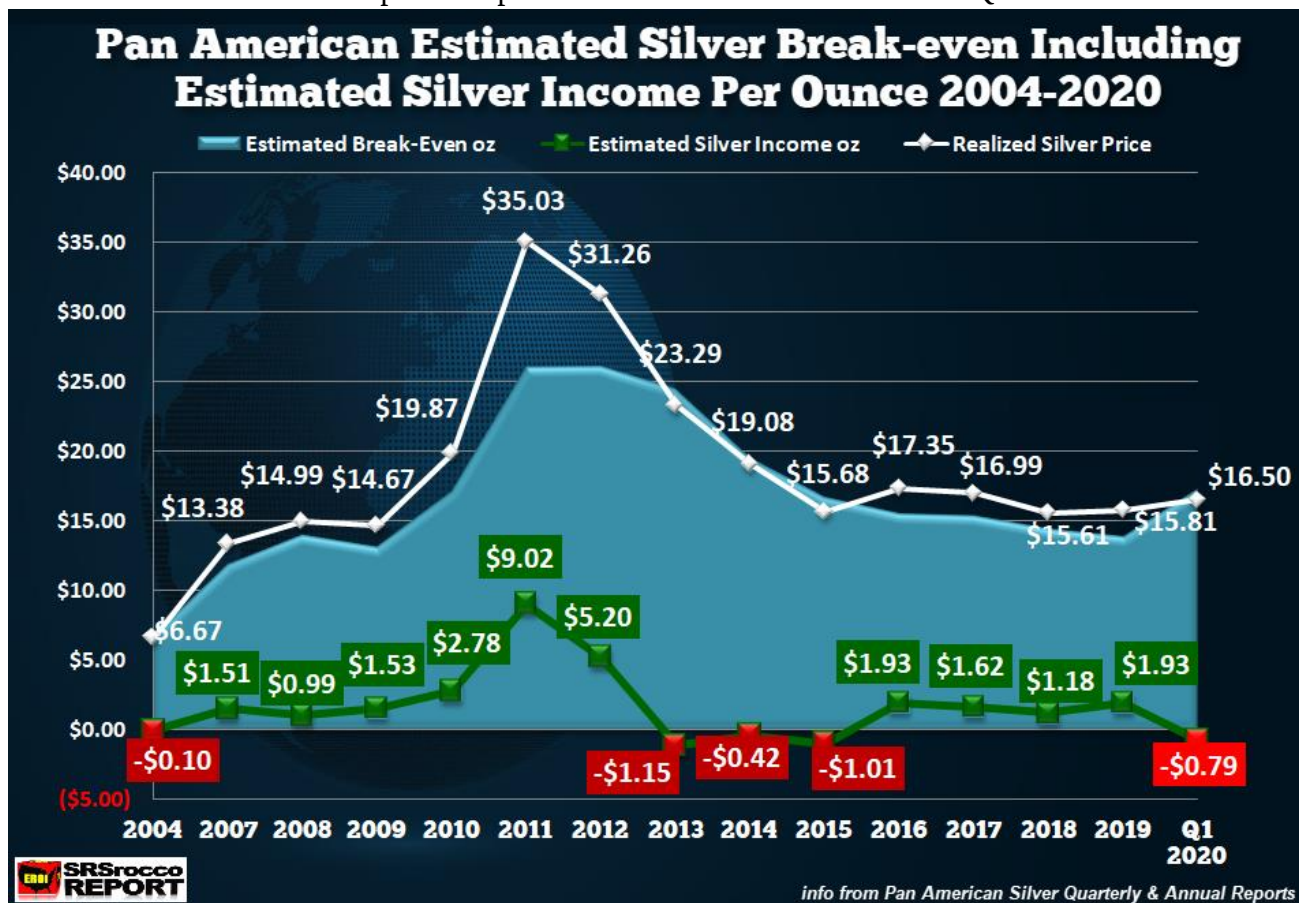
Mon analyse sur le sujet de la "Manipulation de l'argent" est un peu différente de celle de Butler et de la majorité des personnes qui se disent "adeptes de Alt-Media". Si l'argent est manipulé, je peux vous l'assurer, ce n'est pas le seul atout du Playbook d'intervention de la Fed. En raison de la politique de taux d'intérêt de la Fed et des banques centrales au cours des 40 dernières années, y compris les mesures de relance et les injections de liquidités massives depuis 2008, l'ensemble du marché est manipulé d'une manière ou d'une autre.

Ainsi, crier "AU FEU" dans une petite ville de Californie alors qu'il y a eu des dizaines de grandes villes dans l'État en même temps suggère qu'il est temps d'avoir une PLUS GRANDE VUE du monde. L'argent vaut-il vraiment 600 dollars si l'on se base sur le fait qu'il valait 50 dollars en 1980 ?

De nombreux analystes ont suggéré que le prix de l'argent, sur la base d'une mesure ajustée en fonction de l'inflation, devrait valoir 600 dollars aujourd'hui. Ces mêmes analystes des métaux précieux ont probablement acquis ce prix de 600 \$ en utilisant les données sur l'inflation de John William's Shadowstats. Ainsi, un prix de l'argent de 50 \$ (49,45 \$ pour être exact) au début de 1980, vaudrait 600 \$, ajusté en fonction de l'inflation.

Cependant, il y a deux côtés à cette histoire. Si les mineurs d'argent recevaient 600 dollars l'once aujourd'hui, leur marge bénéficiaire serait de 3600+%, soit un chiffre très proche de la réalité. Alors, est-il réaliste pour une société d'extraction d'argent de bénéficier d'un bénéfice de plus de 580 \$ l'once si la production d'argent lui coûte 15 à 20 \$ l'once ?

Voici mon estimation du bénéfice par once pour Pan American Silver de 2004 à Q1 2020 :



Le bénéfice par once de Pan American Silver est indiqué en bas du graphique en VERT ou en ROUGE. S'ils sont verts, alors Pan American Silver a enregistré un bénéfice par once pour l'année, et l'inverse est vrai si la couleur est rouge. Pouvez-vous imaginer si Pan American Silver recevait 600 dollars l'once d'argent, car c'est ce que suggèrent les données "ajustées à l'inflation" ?

L'argent Pan American profiterait d'un bénéfice de 583,50 dollars l'once sur la base d'un coût total de 16,50 dollars (mon analyse complète des coûts). Je peux vous assurer qu'il n'y a aucune entreprise dans l'industrie minière du fer, de l'aluminium et des métaux de base qui réalise une marge bénéficiaire supérieure à 25 % en moyenne. Alors, pensez-vous vraiment qu'il soit "RÉALISTE" pour Pan American Silver de faire une marge bénéficiaire de 3600+% ?

Pourquoi n'envoie-t-on pas un e-mail à Ted Butler pour lui poser la même question ? Ne vous méprenez pas, je ne dis pas que les marchés ne sont pas manipulés, mais si nous appliquons un peu de LOGIC, il est assez stupide de s'attendre à ce qu'une société minière bénéficie d'une marge bénéficiaire de 3600%.

Cela ne veut pas dire que je ne vois pas le prix de l'argent augmenter à l'avenir. Moi, je le vois. Cependant, il sera basé sur un marché de l'argent lorsque le monde se dirigera vers le CLIFF ÉNERGIE, car les investisseurs tenteront d'acquérir de l'argent physique, le peu de métal qui existe dans le monde.

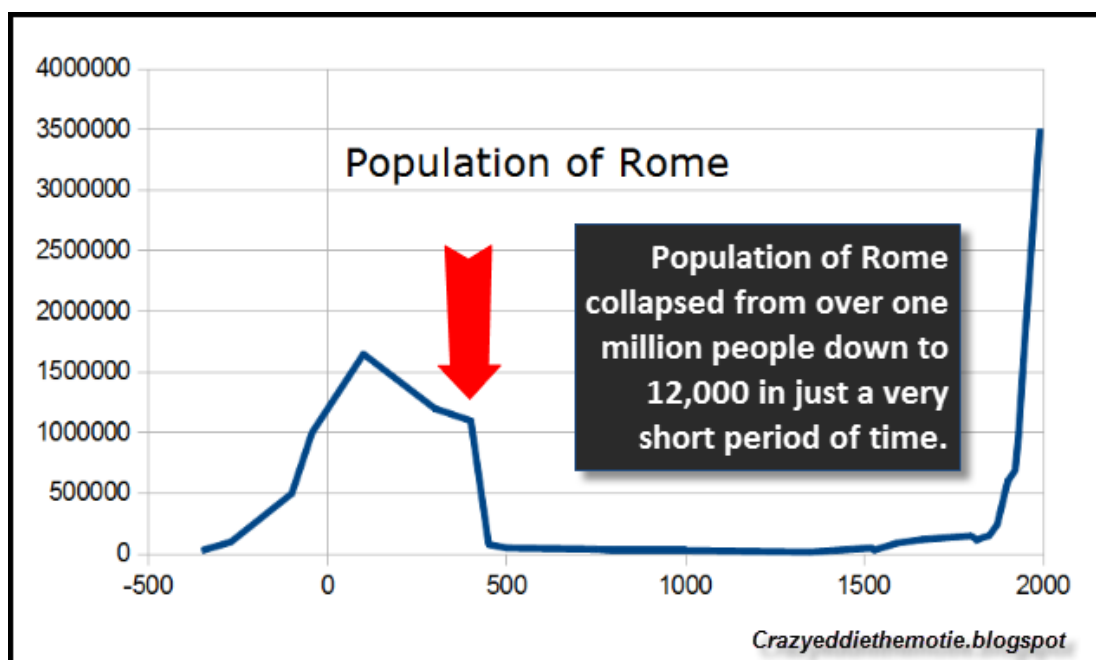
La grande élite et l'effondrement de l'ancien empire romain

Si vous lisez quelques livres d'histoire, vous saurez que la Rome antique avait sa propre élite qui contrôlait un grand pourcentage de l'empire. Donc, rien n'a changé en 2 000 ans. On pourrait penser qu'en tant que simples mortels, nous nous rendrions compte qu'au fur et à mesure que le monde tourne, il n'a pas beaucoup changé au cours du millénaire. C'est l'élite qui dirige le spectacle depuis des milliers d'années.

Cependant, quelque chose d'assez important a entraîné un changement massif dans le monde au cours des 150 dernières années. Le monde s'est doté de la source d'énergie la plus condensée et la plus facilement transportable : le PÉTROLE. Oui, je sais que l'uranium a plus d'énergie condensée par unité que le pétrole, mais essayez d'extraire l'uranium et de construire une centrale nucléaire sans pétrole, sans gaz naturel et sans charbon. Vous ne pouvez pas le faire.

Dans le passé, les pays qui contrôlaient les mines d'argent et d'or sont devenus les principaux empires. Cependant, lorsque le pétrole est entré en jeu, la nouvelle récompense a été de contrôler les réserves et le marché du pétrole, et non l'approvisionnement des mines d'or et d'argent. Ainsi, l'or et l'argent en tant qu'argent sont devenus les seconds rôles après le pétrole. Et avec le temps, le dollar a été soutenu par le pétrole via le Petro-Dollar Standard.

Ainsi, l'or et l'argent ont commencé à se comporter plus comme de simples marchandises, qui sont basées sur le coût de production et les forces de l'offre et de la demande, que comme des métaux monétaires. Mais tout cela est en train de changer maintenant en raison des problèmes auxquels nous sommes confrontés dans le domaine de l'énergie.



Je peux vous assurer que les citoyens de l'Antiquité romaine qui critiquaient autrefois l'"élite" pour tous leurs maux économiques et sociaux avaient des soucis bien pires à se faire lorsque l'empire s'est effondré. C'est le même problème auquel sont confrontés aujourd'hui les individus qui se concentrent sur la "GRANDE

CONSPIRATION DE L'ÉLITE". Lorsque l'énergie devient un véritable problème, un grand pourcentage de l'élite va être anéanti financièrement tout autant que les classes inférieures. Donc, j'imagine qu'au moment où nous nous dirigeons vers l'ENERGY CLIFF, nous devons trouver un autre BOOGIE-MAN à haïr.

Le monde se dirige vers un nouveau paradigme : Protéger la richesse plutôt que la construire

Une part importante de mon analyse future portera sur la manière dont le monde devra "PROTÉGER LA BIEN-ÊTRE" plutôt que d'essayer de la construire. Bien sûr, il y aura toujours un groupe d'individus ou d'entreprises qui réussiront dans la prochaine phase, mais ils ne seront pas nombreux. Alors que le monde se dirige vers la Falaise de l'énergie, la plupart des actifs et des biens immobiliers perdront une grande partie de leur valeur. Très peu sont préparés à cette réalité.

Grâce à mon analyse énergétique, je suis devenu encore plus confiant dans la possession d'or et d'argent physique. La meilleure raison de posséder ces métaux précieux est leur capacité à être des "réserves de valeur énergétique équivalente".

Essayez celui-ci pour la taille...

Il faut l'équivalent de 70 gallons d'énergie diesel pour produire une once d'or, comme l'explique mon article ci-dessous. Cela équivaut à l'équivalent en énergie humaine de 3 500 personnes travaillant 8 heures par jour.

Lorsque l'énergie deviendra vraiment problématique, beaucoup de choses que nous utilisons actuellement pour tout faire fonctionner auront de sérieux problèmes. Donc, si vous avez passé beaucoup de temps à vous concentrer sur l'ELITE et sur tous les problèmes qui ont causé le travailleur, vous ne serez pas préparé à ce qui vous attend.

Il est donc temps de porter notre attention sur la question qui contrôle vraiment tout... et c'est l'ÉNERGIE. Si vous comprenez la dynamique énergétique à venir, vous serez beaucoup mieux préparé mentalement et financièrement.

Est-ce le début de la fin de l'exploration pétrolière et gazière ?

Par Alex Kimani - 17 août 2020, OilPrice.com



Les cycles d'expansion et de ralentissement font partie intégrante des investissements dans le secteur des combustibles fossiles. Lors des précédentes crises énergétiques, les prix ont souvent connu de graves chutes, mais les compagnies pétrolières et gazières ont surtout gardé foi en leur principal atout : les réserves de pétrole et de gaz enfouies dans le sol. Mais cette fois-ci, les choses sont bien différentes.

Face à la destruction de la demande due à la pandémie et à l'appel incessant en faveur d'un investissement éthique et respectueux du climat, les dirigeants pétroliers se résignent au fait inconfortable qu'une grande partie de leurs vastes réserves de pétrole et de gaz finiront par ne plus avoir aucune valeur.

À tel point qu'il ne vaut peut-être pas la peine d'envisager de nouvelles explorations à ce stade. Et les nouvelles "découvertes" de nos jours ne tentent plus les investisseurs comme autrefois.

Vous savez que les choses ont vraiment dégénéré lorsque des sociétés comme BP Plc (NYSE:BP), qui a doublé ses activités de forage agressif juste après l'accord historique des Nations unies sur le changement climatique de 2015, ont finalement cédé en disant "...les préoccupations concernant les émissions de carbone et le changement climatique signifient qu'il est de plus en plus improbable que les réserves mondiales de pétrole soient jamais épuisées. BP a annoncé l'une des plus importantes dépréciations d'actifs de toutes les compagnies pétrolières cette année après avoir réduit la valeur de ses actifs de 17,5 milliards de dollars et a concédé qu'il "s'attend à ce que la pandémie accélère le passage aux combustibles fossiles".

BP possède une série de prospects à haut risque, notamment des découvertes en eaux profondes au large du Brésil, de l'Angola et dans le Golfe du Mexique. Son gisement Sunrise, détenu conjointement avec la société canadienne Husky Energy Inc. dispose d'une réserve abondante de bitume estimée à 3,7 milliards de barils mais nécessitant un processus d'extraction compliqué.

A l'opposé, l'"arrogant" ExxonMobil (NYSE:XOM) a résisté à la dépréciation des actifs de schiste cette année, en restant catégorique sur le fait que les valeurs du pétrole et du gaz finiront par se rétablir.

Cependant, la décision de déclarer ou non leurs précieuses pierres précieuses sans valeur pourrait bientôt être retirée aux Big Oil.

2025 : Le jour J pour les actifs immobilisés

L'accord de Paris sur le climat a fixé pour objectif de limiter le réchauffement climatique à un maximum de 2 degrés d'ici la fin du siècle si notre planète veut éviter un changement climatique catastrophique et irréversible. Mais voici les nouvelles alarmantes : Notre trajectoire actuelle montre que nous nous dirigeons vers une augmentation de la température de 3,2 degrés d'ici 2100, ce qui nous laisse une minuscule fenêtre de 10 ans pour réduire sévèrement nos émissions de gaz à effet de serre ou faire face à jamais aux conséquences de notre folie.

Malheureusement, peu de choses ont été réalisées depuis la ratification de l'accord de Paris en 2016. Le sommet des Nations unies sur le climat (COP25) qui s'est tenu l'année dernière à Madrid a été un échec lamentable, aucun nouvel objectif n'ayant été fixé malgré l'accueil de délégués de près de 200 pays.

Cependant, les entreprises comme Exxon, qui continuent d'évaluer leurs actifs pétroliers et gaziers sur la base des politiques gouvernementales habituelles, pourraient être en train de siffler devant le cimetière. En effet, ces

entreprises partent du principe que les gouvernements ne prendront aucune "mesure énergique" pour lutter contre le changement climatique.

Pourtant, ce point de vue n'est peut-être qu'un vœu pieux. En janvier dernier, Andrew Grant, analyste senior chez Carbon Tracker, avait prévenu que les nouvelles réglementations concernant le changement climatique seraient probablement "fortes, abruptes et désordonnées" et que des réponses politiques décisives seraient probablement apportées à partir de 2025, ce qui "frapperait sérieusement l'industrie des combustibles fossiles".

Les entreprises les plus menacées

L'avertissement de Grant semble avoir bien vieilli, avec le secteur mondial du pétrole et du gaz qui devrait amortir un montant stupéfiant de 300 milliards de dollars d'actifs échoués rien que pour l'année en cours, et près d'un trillion au cours des prochaines années si les gouvernements commencent à se montrer agressifs en matière d'objectifs climatiques mondiaux.

Tous les yeux seront tournés vers le prochain sommet des Nations unies sur le climat (COP26) qui se tiendra à Glasgow et qui, espérons-le, permettra d'obtenir des résultats bien supérieurs à ceux de son prédécesseur.

En gardant cela à l'esprit, les entreprises qui ont procédé à des dépréciations massives de leurs actifs immobilisés, comme BP, Royal Dutch Shell (NYSE:RDS.A), Hess Corp. (NYSE:HES) et Occidental Petroleum (NYSE:OXY), pourraient être des choix plus sûrs à long terme que d'autres, comme Exxon, qui s'accrochent encore obstinément à leurs actifs potentiellement sans valeur. En effet, même OXY, qui souffre depuis longtemps, commence enfin à se faire aimer de Wall Street, JPMorgan ayant récemment revalorisé le titre "compte tenu de l'ampleur de la sous-performance, de la réduction du risque lié au mur des échéances et de la récente stabilité du prix du pétrole".

Heureusement, même Exxon pourrait lentement reprendre ses esprits après sa récente décision de dévaluer son énorme mine de Kearsy Lake au nord de Fort McMurray et d'abandonner son plan de 30 milliards de dollars par an, alimenté par la dette, pour reconstituer son portefeuille mondial vieillissant.

Le Big Oil américain est probablement en sécurité à moyen terme si Trump est réélu, mais il pourrait connaître des moments intéressants si son principal adversaire démocrate avec son plan climatique de 5 000 milliards de dollars le bat aux élections de novembre. Trump a continué à faire reculer les réglementations climatiques de l'ère Obama, l'EPA ayant récemment renoncé à exiger des compagnies pétrolières et gazières qu'elles surveillent et réparent les fuites de méthane. Pendant ce temps, l'administration Trump a approuvé un plan de grande envergure pour vendre les droits de forage dans la Réserve faunique nationale de l'Arctique, en Alaska, qui s'étend sur 19 millions d'hectares, pour la toute première fois.

Les lumières faiblissent et les inquiétudes montent alors qu'une vague de chaleur rôtit la Californie

Par Nicholas Bogel-Burroughs 15 août 2020 , New-York Times

Accablé par la demande, le réseau électrique californien a imposé des coupures de courant tournantes, tandis que la crise des coronavirus créait un dilemme pour ceux qui étaient incapables de rester au frais chez eux. Une vague de chaleur qui traverse le sud-ouest a forcé des coupures de courant intermittentes en Californie, un État déjà aux prises avec des incendies de forêt et une récente flambée de cas de coronavirus, faisant craindre que la hausse des températures ne devienne mortelle.

Les Californiens ont utilisé tellement d'électricité pour essayer de rester au frais vendredi soir que l'agence qui supervise une grande partie du réseau électrique de l'État a déclaré une urgence et, pour la première fois en 19 ans, a coupé le courant à des centaines de milliers de clients pendant plusieurs heures pour éviter une surcharge dommageable.



Il y a peu de soulagement en vue. Des températures élevées supérieures à 100 degrés Fahrenheit sont attendues à Los Angeles tous les jours jusqu'au vendredi. Dans certaines parties de la Californie et de l'Arizona, les thermomètres se fissurent à 110. Le National Weather Service a émis un avertissement de chaleur excessive pour une grande partie de la côte ouest, y compris certaines parties de l'Oregon et de l'État de Washington et s'étendant vers l'intérieur des terres jusqu'au Nevada, l'Utah et l'Arizona.

La chaleur étouffante survient alors que les cas de coronavirus sont à la hausse en Californie, qui a signalé plus de 65000 nouveaux cas et environ 950 décès liés au cours de la semaine dernière. La crise sanitaire peut dissuader les résidents de se rassembler dans des centres de refroidissement ou dans des lieux publics comme les centres commerciaux et les bibliothèques, ce qui rend les gens plus vulnérables aux malaises causées par la chaleur et augmente la demande d'électricité, car ceux qui ont des climatiseurs les font fonctionner à plein régime.

La pandémie «emporte l'une des ressources les plus critiques pour les plus vulnérables», a déclaré David Hondula, professeur qui étudie la chaleur à l'Arizona State University. «Même dans les cas où les installations ne sont pas fermées, les gens doivent décider: est-ce que je reste à la maison où j'ai peut-être trop chaud, ou est-ce que je vais dans un bâtiment public ou semi-public où je peux contracter le virus? C'est un dilemme difficile à résoudre pour les gens. »

La chaleur a été un problème mortel tout l'été dans le comté de Maricopa, en Arizona, qui comprend la ville de Phoenix. Le comté a déjà confirmé 25 décès liés à la chaleur et enquête sur au moins 222, soit environ 100 cas de plus que ceux qui ont fait l'objet d'une enquête l'été dernier.

Les températures ont atteint 117°F à Phoenix vendredi et 113°F samedi, et le service météorologique a mis en garde contre une «vague de chaleur mortelle», exhortant les résidents à annuler les activités de plein air et à «faire fonctionner la climatisation, malgré les coûts financiers».

Les conditions sèches et chaudes alimentent également les incendies de forêt dans le sud de la Californie, où le Lake Fire a brûlé 14 700 acres de terres au nord de Los Angeles et détruit 21 bâtiments, dont des hangars et des garages. Plus de 1. 563 pompiers luttent contre l'incendie, qui a forcé des évacuations et n'a été maîtrisé qu'à 12% samedi matin.

Marchés et économie

Les lumières faiblissent et les inquiétudes montent alors qu'une vague de chaleur rôtit la Californie. Accablé par la demande, le réseau électrique californien a imposé des coupures de courant tournantes, tandis que la crise des coronavirus créait un dilemme pour ceux qui étaient incapables de rester au frais chez eux. Une vague de chaleur qui traverse le sud-ouest a forcé des coupures de courant intermittentes en Californie, un État déjà aux prises avec des incendies de forêt et une récente flambée de cas de coronavirus, faisant craindre que la hausse des températures ne devienne mortelle.

Les Californiens ont utilisé tellement d'électricité pour essayer de rester au frais vendredi soir que l'agence qui supervise une grande partie du réseau électrique de l'État a déclaré une urgence et, pour la première fois en 19 ans, a coupé le courant à des centaines de milliers de clients pendant plusieurs heures pour éviter une surcharge dommageable.

Il y a peu de soulagement en vue. Des températures élevées supérieures à 100 degrés Fahrenheit sont attendues à Los Angeles tous les jours jusqu'au vendredi. Dans certaines parties de la Californie et de l'Arizona, les thermomètres se fissurent 110. Le National Weather Service a émis un avertissement de chaleur excessive pour une grande partie de la côte ouest, y compris certaines parties de l'Oregon et de l'État de Washington et s'étendant vers l'intérieur des terres jusqu'au Nevada, l'Utah et l'Arizona.

La chaleur étouffante survient alors que les cas de coronavirus sont à la hausse en Californie, qui a signalé plus de 65000 nouveaux cas et environ 950 décès liés au cours de la semaine dernière. La crise sanitaire peut dissuader les résidents de se rassembler dans des centres de refroidissement ou dans des lieux publics comme les centres commerciaux et les bibliothèques, ce qui rend les gens plus vulnérables aux blessures causées par la chaleur et augmente la demande d'électricité, car ceux qui ont des climatiseurs les font fonctionner à plein régime.

La pandémie «emporte l'une des ressources les plus critiques pour les plus vulnérables», a déclaré David Hondula, professeur qui étudie la chaleur à l'Arizona State University. «Même dans les cas où les installations ne sont pas fermées, les gens doivent décider: est-ce que je reste à la maison où j'ai peut-être trop chaud, ou est-ce que je vais dans un bâtiment public ou semi-public où je peux contracter le virus? C'est un dilemme difficile à résoudre pour les gens. »

La chaleur a été un problème mortel tout l'été dans le comté de Maricopa, en Arizona, qui comprend la ville de Phoenix. Le comté a déjà confirmé 25 décès liés à la chaleur et enquête sur au moins 222, soit environ 100 cas de plus que ceux qui ont fait l'objet d'une enquête l'été dernier.

Les températures ont atteint 117 degrés à Phoenix vendredi et 113 samedi, et le service météorologique a mis en garde contre une «vague de chaleur mortelle», exhortant les résidents à annuler les activités de plein air et à «faire fonctionner la climatisation, malgré les coûts financiers».

Les conditions sèches et chaudes alimentent également les incendies de forêt dans le sud de la Californie, où le Lake Fire a brûlé 14 700 acres de terres au nord de Los Angeles et détruit 21 bâtiments, dont des hangars et des garages. Plus de 1 563 pompiers luttent contre l'incendie, qui a forcé des évacuations et n'a été maîtrisé qu'à 12% samedi matin.

Robert Foxworthy, un porte-parole du Département des forêts et de la protection contre les incendies de Californie, ou Cal Fire, a déclaré que si la chaleur pouvait aider le feu à se propager plus rapidement, elle avait un effet plus important sur les équipages qui tentaient de le supprimer.

«Les éléments qui affectent un incendie sont le vent, l'humidité relative et la chaleur», a déclaré M. Foxworthy. «La chaleur est le plus petit facteur affectant le comportement du feu, mais je dirais que la chaleur est le principal facteur affectant les performances des pompiers.»

Il a déclaré que les pompiers de Californie s'étaient entraînés pour les journées anormalement chaudes et restaient hydratés.

L'opérateur de système indépendant californien, qui gère une grande partie du réseau électrique de l'État, a ordonné des coupures de courant tournantes pendant un peu plus de deux heures vendredi soir pour réduire la demande globale d'environ 1000 mégawatts. Bloomberg a rapporté que jusqu'à deux millions de personnes auraient pu être sans électricité à un moment ou à un autre.

Anne Gonzales, porte-parole de l'exploitant du réseau électrique, a déclaré que la panne d'urgence était le résultat de la chaleur et de la mise hors service de deux centrales électriques. Elle a déclaré que l'agence ne s'attendait à aucune coupure samedi, mais qu'elle ne pouvait pas exclure de futures pannes car les températures restent élevées.

«Nous espérons un léger soulagement de la demande au cours du week-end, mais ces températures se maintiennent et, naturellement, les gens veulent un soulagement», a déclaré Mme Gonzales.

Margaret Barreca restait au frais dans la maison de ses parents à Sébastopol, en Californie, dans le comté de Sonoma, lorsque la maison est soudainement devenue noire. Quand elle a regardé à l'extérieur, elle a vu que les maisons de ses voisins l'étaient aussi.

Mme Barreca n'avait pas été avertie de la panne de courant, mais elle a vite appris que la panne faisait partie des arrêts rotatifs. Elle a passé une grande partie de la panne d'électricité dans sa voiture, à recharger son téléphone, jusqu'à ce que le service de téléphonie mobile s'éteigne également. Beaucoup de ses voisins se promenaient dans des rues sombres.

«C'est vraiment ennuyeux que le pouvoir puisse simplement s'éteindre, mais ce n'est pas seulement une question de pouvoir», a déclaré Mme Barreca, 29 ans, ajoutant qu'elle était frustrée par ce qu'elle considérait comme un manque d'action des politiciens pour ralentir le changement climatique.

M. Hondula, l'expert en chaleur, a déclaré que le nombre croissant de jours très chauds - même si les températures ne battent pas des records - correspondait à ce que les modèles prédisent à mesure que la planète se réchauffe. Il est particulièrement troublé par la façon dont l'urbanisation semble maintenir les températures chaudes jusque tard dans la nuit.

L'augmentation des décès liés à la chaleur dans le comté de Maricopa ne peut pas être attribuée uniquement au changement climatique, a déclaré M. Hondula, mais cela peut être un signe de la gravité de la situation.

«Même en l'absence de réchauffement, nous avons du mal à faire face au problème», a-t-il déclaré. «Notre fondation s'effrite à certains égards - des façons que nous essayons encore de comprendre - alors que nous sommes confrontés à un avenir plus chaud.

« Ne prenons plus les plantations d'arbres pour des forêts »

Proposé par [Jean-Marc Jancovici](#) · [Lundi 17 août 2020](#)

*Le botaniste **Francis Hallé** dénonce, dans une tribune au « Monde », ces opérations à but purement lucratif, qui contribuent à la déforestation et au changement climatique. (Article dans [Le Monde du 15/08/2020](#))*



Tribune. Suffirait-il qu'un terrain soit couvert d'arbres pour que l'on puisse parler de forêt ? Je ne le pense pas, et le public prend trop souvent les plantations d'arbres pour de véritables forêts : en France, par exemple, on parle de la « forêt des Landes de Gascogne », alors que c'est une plantation de pins. Dans les deux cas, il s'agit d'arbres côte à côte, mais cela ne justifie pas de les confondre. Il est temps que cesse cette confusion entre deux ensembles d'arbres que tout sépare et qui s'opposent l'un à l'autre, car, en réalité, les champs d'arbres sont l'inverse des forêts, comme on va le voir. Après avoir comparé « forêts » et « plantations », nous verrons aussi à qui profite la confusion qu'il convient aujourd'hui de dénoncer.

Mais dès maintenant je tiens à rappeler que la Food and Agriculture Organisation (FAO) des Nations unies est responsable de cette confusion. Pour cette autorité suprême en matière de forêts au niveau mondial, « le terme de “forêt” inclut les forêts naturelles et les forêts de plantation », ce qui lui permet de prétendre que la déforestation mondiale, c'est du passé, et que la planète portait 400 millions d'hectares de forêts de plus en 2000 qu'en 1995.

La forêt est un écosystème naturel dont la mise en place n'a rien coûté à la société. Elle se compose d'arbres autochtones d'âges divers qui se sont implantés spontanément et de la faune qui leur est associée. Quelle que soit la latitude, elle abrite une diversité de plantes et d'animaux plus élevée que les autres végétations de la région considérée, la haute diversité animale étant liée à la diversité végétale, et spécialement à l'abondance des vieux arbres et du bois mort. Souvent importante, sa surface se compte en centaines, voire en milliers d'hectares, ce qui permet alors à la grande faune d'y trouver sa place.

En forêt, l'être humain n'a qu'un rôle de second plan : il n'en est pas l'auteur, mais se contente de l'exploiter – pour le bois, le gibier, les plantes médicinales et autres ressources. Les forêts tropicales abritent des ethnies forestières qui en sont les meilleures gardiennes et à qui elles fournissent tout ce qu'il leur faut pour y vivre sur le long terme. Les forêts des latitudes tempérées – en Europe, par exemple – sont entretenues par des corps de métier spécialisés : forestiers, bûcherons et gardes-chasses, dont les activités sont à ce point éloignées de l'agriculture qu'aucun ne songe à irriguer ni à utiliser en forêt des intrants provenant de la chimie de synthèse : ce serait inutile, puisque la forêt enrichit spontanément les sols qui la portent.

Système artificiel

Sur le plan économique, notamment pour la [production et le commerce des bois](#), la forêt est très loin de représenter l'optimum, puisque la diversité biologique est antagoniste de la rentabilité économique. En contrepartie, cette diversité permet à la forêt de résister aux attaques parasitaires, aux violentes tempêtes et même aux feux, comme l'ont montré divers auteurs dont, tout récemment [Joëlle Zask](#) (Quand la forêt brûle. Penser la nouvelle catastrophe écologique, Premier Parallèle, 2019). La durée de vie d'une forêt naturelle ne doit rien à l'être humain ; elle est indéfinie et se compte souvent en millénaires, le facteur limitant étant un changement climatique.

La plantation d'arbres est un système artificiel dont la mise en place nécessite des investissements lourds ; elle comprend en principe une seule espèce, celle qui a été plantée. En France, c'est souvent un résineux exotique ; du fait de la plantation, tous les arbres ont le même âge. L'origine, la surface et la durée de vie de la plantation sont déterminées par les acteurs économiques en fonction des besoins du marché, sans référence à la biologie : la plantation d'arbres n'est donc pas un écosystème. La diversité végétale y est faible par définition, la diversité animale y est faible par manque de ressources alimentaires pour la faune. Quant à l'être humain, il n'habite pas durablement dans un « champ d'arbres », et il arrive qu'il se voie refuser le droit d'y pénétrer.

Sur le plan économique, la plantation d'arbres est très supérieure à la forêt, et elle se développe surtout dans les pays financièrement puissants. Ces plantations reçoivent de nombreux intrants – engrais, fongicides et pesticides –, ce qui altère les sols, avant d'être exploitées au stade de jeunes arbres adultes par des engins titanesques, des abatteuses et des broyeuses qui en quelques secondes les font tomber, les ébranchent et les tronçonnent avant qu'ils ne soient débordés par d'énormes poids lourds défonçant les chemins. Une courte période de rotation permet, après une coupe à blanc, la replantation de la même espèce au même endroit, ce qui a pour effet d'épuiser les sols, sauf à utiliser de nouveaux fertilisants. Je ne suis pas opposé aux plantations d'arbres : nous continuons à avoir besoin de bois, et elles continuent donc à avoir leur place dans notre économie, car il est préférable que le bois provienne des plantations plutôt que des forêts.

Tristes tropiques

Le fait que les plantations soient presque toujours monospécifiques les rend vulnérables aux pathogènes et aux parasites. En cas de violentes tempêtes, elles sont plus fragiles que les forêts, ce qui se comprend aisément dans le cas des résineux, à cause de la prise au vent de leur feuillage : lors de la tempête de 1999, la région de France où les arbres abattus par le vent ont été les plus nombreux fut celle des plantations de pins des Landes de Gascogne. « Rien n'est plus risqué qu'une culture monospécifique », relève le paysagiste Gilles Clément.

Les « champs d'arbres » sont aussi plus vulnérables aux feux que les forêts, comme l'ont démontré plusieurs enquêtes, dont celle de Joëlle Zask : les feux sont liés aux plantations, qu'il s'agisse de la Suède avec des résineux ou du Chili avec les eucalyptus. L'industrie forestière et les grands feux, dit l'auteure, forment « un couple inséparable ». Avec le temps, les plantations peuvent s'enrichir de quelques espèces arborescentes qui germent et croissent naturellement, traduisant une tendance au retour vers la forêt. En Suède, l'industrie du bois progresse aux dépens des forêts naturelles, et « jamais la Suède n'avait compté autant d'arbres et si peu de forêts », relève Maciej Zaremba dans son article « Massacre à la tronçonneuse en Suède » ([Books](#), n° 99, juillet-août 2019). Particulièrement édifiant est le cas de la Malaisie, où la forêt est détruite pour planter des palmiers à huile à perte de vue.

Les régions tropicales, où 300 millions d'êtres humains vivent à proximité immédiate des forêts, sont particulièrement affectées par les aspects négatifs des plantations d'arbres – eucalyptus, pins, palmiers à huile, acacias, arbres à caoutchouc, tecks, gmelina, etc. – imposées par de puissantes compagnies internationales, souvent des compagnies pétrolières engagées dans le business des industries forestières (bois, pâte à papier, huile de palme). Ces compagnies prétendent, appuyées par des publicités massives, que leurs monocultures

d'arbres constituent un véritable projet de développement, créent des emplois, augmentent les revenus des travailleurs locaux et stimulent l'économie nationale, permettent de lutter contre le réchauffement global du climat en fonctionnant comme des puits de carbone et réduisent la déforestation. Enfin, les industriels voient une justification de leurs plantations d'arbres dans le fait qu'elles sont certifiées FSC par le Forest Stewardship Council.

Confusion intolérable

Le World Rainforest Movement (WRM) a publié au Royaume-Uni, en 2003, *Plantations are NOT forests* (World Rainforest Movement), démontrant que ces allégations sont fausses : en réalité, les plantations d'arbres sont installées au détriment des forêts naturelles et sont l'une des principales causes de la déforestation ; elles ne freinent pas le réchauffement global, puisque le carbone des forêts détruites retourne dans l'atmosphère, tandis que les plantations, exploitées selon des rotations rapides, deviennent des sources de CO₂ et non plus des puits ; elles ne créent aucun emploi durable, privent les populations locales des multiples ressources forestières, et bien souvent les expulsent au mépris des droits de l'homme, souvent par la violence. A la fin, dit le WRM en s'appuyant sur l'exemple de très nombreux pays tropicaux, les arbres ont disparu et les habitants n'ont plus d'emplois. Des mouvements de protestation se forment, comme le Réseau latino-américain contre les monocultures d'arbres, en Amérique tropicale. Quant à la certification FSC, elle a la valeur du FSC lui-même, laquelle s'est notoirement effondrée.



Cette confusion entre forêts et plantations d'arbres avantage les industriels du bois ou de la pâte à papier, qui accaparent les terres libres, y installent leurs dispositifs coûteux mais très rentables, puis tentent de nous faire croire que rien n'a changé et que les forêts sont toujours là. Leur publicité n'a pas cessé : un consortium d'industriels du bois a publié un Manifeste en faveur des forêts de plantation en France (Alliance forêts bois, 2012).

Mais la défense de la biodiversité est devenue un objectif si important au niveau mondial que nous ne pouvons plus nous permettre de tolérer la confusion que je dénonce aujourd'hui, si dangereuse pour la diversité animale et végétale. Un vœu, pour finir : que les forêts cessent de dépendre de la FAO, car elles font mauvais ménage avec l'agriculture. Ce dont nous avons besoin, c'est qu'une structure sous l'égide des Nations unies soit exclusivement chargée des forêts de la planète.

Francis Hallé est biologiste et botaniste, [spécialiste des arbres](#). Il a participé à la création des expéditions du Radeau des cimes, qui ont exploré la canopée des forêts tropicales. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, dont « Plaidoyer pour l'arbre » (Actes Sud, 2005).

Feu vert pour des forages pétroliers dans une zone naturelle protégée en Alaska

NovEthic La Rédaction avec AFP 19 août 2020

Le gouvernement de Donald Trump a approuvé lundi 18 août un programme ouvrant la voie à des forages pétroliers et gaziers dans la plus grande zone naturelle protégée du pays, en Alaska, où vivent des ours polaires.



Une zone naturelle protégée en Alaska, abritant des ours polaires, va être ouverte à l'exploration pétrolière.
@CC0

La vente de concessions pétrolières dans le refuge national de la faune arctique pourrait commencer "dès la fin de l'année", a précisé le ministre de l'Intérieur David Bernhardt au Wall Street Journal. Le programme de forage concerne une zone côtière d'environ 70 000 kilomètres carrés, soit la taille de l'Irlande, longeant l'océan Arctique dans la plus grande zone naturelle protégée du pays, où vivent des ours polaires et des caribous.

Il "pourrait créer des milliers de nouveaux emplois et générer des dizaines de milliards de dollars", a affirmé David Bernhardt à des journalistes, selon le site américain The Hill. Cette décision ponctue 30 années d'efforts de la part des compagnies pétrolières et de dirigeants de l'Alaska pour exploiter les ressources de ce refuge national. De nombreuses associations environnementales dénoncent depuis les années 1980 ces projets de forage dans cette zone protégée.

Actifs dévalués

"L'administration Trump continue sa course pour liquider la dernière zone naturelle sauvage de notre pays, mettant en danger les peuples indigènes et la nature emblématique qui en dépend", a commenté dans un communiqué Adam Kolton, directeur de l'association de protection de l'environnement. "Nous allons continuer à combattre cela à tous les niveaux, devant les tribunaux, au Congrès et dans les conseils d'administration", a-t-il ajouté.

Le Congrès a donné en 2017 au ministère américain de l'Intérieur jusqu'à décembre 2021 pour vendre les concessions pétrolières, mais avec les prix de l'or noir au plus bas depuis 15 ans et les polémiques environnementales, il n'est pas certain que ces lots attirent les grandes compagnies pétrolières. Plusieurs grandes banques américaines ont par ailleurs refusé de financer les forages pétroliers dans ce refuge d'Alaska, comme Goldman Sachs ou encore Wells Fargo.

La fonte de la calotte glaciaire du Groenland semble irrémédiable

Une étude parue dans la revue « Nature » constate que la fonte des glaciers groenlandais s'accélère. Les chutes de neige ne parviennent plus à contrebalancer les pertes de glace de l'immense territoire arctique.

Par [Mailis Rey-Bethbeder](#) [Le Monde.fr](#) 18 août 2020



Une masse de glace se détachant du glacier Apusiajik, près de Kulusuk, une colonie de la municipalité de Sermerssoq située sur l'île du même nom sur la rive sud-est du Groenland, le 17 août 2019. JONATHAN NACKSTRAND / AFP

Cela fait plusieurs années que le lien de cause à effet entre le réchauffement climatique et la fonte des glaces est documenté. Une [étude](#), publiée dans la revue *Nature*, jeudi 13 août, montre que la disparition définitive de la calotte glaciaire du Groenland est de plus en plus probable, même si les émissions de gaz à effet de serre disparaissaient dès aujourd'hui.

Les scientifiques à l'origine de l'étude, issus des universités de Colombus (Ohio), d'Irvine (Californie) d'Utrecht et de Delft (Pays-Bas), se sont appuyés sur plus de trois décennies de données satellitaires pour analyser les transformations du territoire arctique. Ces données détaillent la vitesse, l'élévation et la position frontale de toute la calotte glaciaire. « *On peut observer localement les glaciers, mais les satellites sont de formidables outils, ils nous permettent de ne pas nous tromper* », déclare Gaël Durand, glaciologue et directeur de recherche à l'Institut des géosciences de l'environnement de Grenoble (IGE).

Les chutes de neige ne compensent pas

Jusqu'en 2000 environ, la perte de masse du glacier groenlandais était « normale ». C'est-à-dire que la fonte au contact de l'eau, celle à la surface (causée par le soleil et la température ambiante) et le vêlage (lorsque des bouts de glace se détachent de la calotte) étaient à peu près responsables à parts égales de la disparition de la glace.

Mais les années suivantes, les chercheurs ont constaté que le rétrécissement de la calotte glaciaire groenlandaise s'accélérait. Le glacier a reculé si rapidement que les chutes de neige, qui participaient à reconstruire la surface glaciaire après une fonte naturelle accrue en période estivale, ne peuvent plus suivre le rythme de fonte des parties nouvellement exposées à l'eau de mer, de plus en plus chaude, ou à la température ambiante. L'eau de fonte superficielle s'écoule vers la base des glaciers, la couche d'eau infiltrée agit alors comme un lubrifiant et provoque l'accélération de leur déplacement. Cette accélération serait due à l'arrivée régulière de courants d'eau chaude.

« *Il faudrait une année particulièrement neigeuse pour que le glacier gagne en masse* », estime M. Durand. Actuellement, en moyenne, la calotte gagnerait de la masse une fois tous les cent ans. Mais prévoir les chutes de neige reste « *extrêmement délicat* », précise le chercheur.

« *Dire que la calotte glaciaire a atteint son point de non-retour, c'est une chausse-trape à éviter*, tempère toutefois le glaciologue. *Le point de non-retour, nous en sommes très proches, mais le Groenland ne fond pas du jour au lendemain* ». De plus, les scientifiques s'appuient sur les données dont ils disposent, mais ces informations sont récupérées à partir de satellites assez récents. L'étude de l'évolution de la calotte glaciaire sur une trentaine d'années est donc à relativiser. « *Observer trente ans de la vie d'un glacier, c'est être plus proche de la météo que de la climatologie* », explique Gaël Durand.

Montée des eaux

D'après Hubert Gallée, également chercheur à l'IGE, la disparition de la calotte glaciaire du Groenland, fait néanmoins « *de plus en plus consensus dans la communauté scientifique* ».

Les résultats de cette étude rappellent surtout la nécessité de freiner le réchauffement climatique. « *Quand bien même ce point de non-retour serait atteint, il faut limiter cette accélération. Plus on chauffera, plus la fonte sera rapide* », met en garde Gaël Durand. Les chercheurs prévoient ainsi le recul de grands glaciers groenlandais tels que Jakobshavn Isbræ et Kangerdlugssuaq.



https://www.youtube.com/watch?v=pSy-Zztna8c&feature=emb_logo

Les scientifiques estiment que la fonte brutale de la calotte glaciaire du Groenland pourrait entraîner une montée des eaux de l'ordre de 7 mètres. Dans les faits, l'immense île est responsable de la hausse de plus de 1 millimètre par an du niveau de la mer : c'est le plus grand contributeur à l'élévation mondiale du niveau de la mer. En 2019, un rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat établissait que le niveau des mers devrait augmenter de 43 cm environ d'ici à 2100 dans un monde à + 2 °C, et de 84 cm dans un monde à + 3 ou + 4 °C.

L'océan pourrait contenir dix fois plus de plastique qu'estimé

Frédéric Rohart 18 août 2020 L'Echo.be



Les déchets plastiques de surface (ici dans l'océan Pacifique en 2019) ne représentent qu'une fraction des résidus de plastique accumulés dans les océans. ©EPA

Des prélèvements à travers l'océan Atlantique révèlent une concentration de microplastiques beaucoup plus importante qu'évaluée jusqu'ici, selon le centre britannique d'océanographie.

Des chercheurs britanniques estiment que **l'océan Atlantique pourrait contenir jusqu'à 200 millions de tonnes de particules des microplastiques les plus courants**. D'après les évaluations précédentes, l'ensemble des déchets plastiques versés dans cet océan était plutôt de l'ordre de 17 millions de tonnes - soit dix fois moins.

"Les études précédentes n'avaient pas mesuré les concentrations de particules "invisibles" de microplastiques sous la surface de l'océan."

Katsiaryna Pabortsava National Oceanographic Centre

"Les études précédentes n'avaient pas mesuré les concentrations de particules "invisibles" de microplastiques sous la surface de l'océan. Notre recherche est la première à l'avoir fait à travers l'ensemble de l'Atlantique, du Royaume-Uni aux Malouines", indique dans un communiqué Katsiaryna Pabortsava, chercheuse au centre d'océanographie britannique (NOC), et co-auteure de [l'étude publiée mardi dans la revue Nature Communication](#).

200

MILLIONS DE TONNES

C'est la masse de particules de microplastiques que pourrait contenir l'océan Atlantique.

Les **particules de microplastiques** se retrouvent depuis la neige arctique jusqu'au fond des abysses, en passant par les organismes vivants, **sans que leurs impacts sur la santé soient bien compris.**

L'inconnue des abysses

Les océanographes anglais ont collecté des échantillons d'eau de mer à 5% de profondeur au cours d'une expédition en 2016. Ils ont utilisé des techniques d'imagerie spectrale pour identifier les contaminants qui la composaient, en se concentrant sur les microparticules des trois types de plastiques les plus répandus : le **polyéthylène** (sacs, film alimentaire...), le **polypropylène** (emballages, pailles, masques chirurgicaux...) et le **polystyrène** (frigolite). Ils ont ainsi déterminé qu'**il y a entre 12 et 21 millions de tonnes de ces particules de ces plastiques invisibles à l'œil nu rien que dans les 200 premiers mètres de profondeur de l'océan Atlantique.**

"Même avec notre évaluation relevée de la contamination plastique, la masse totale de poissons est probablement plus élevée que celle de plastiques."

Richard Lampitt National Oceanographic Centre

En supposant que cette densité de microplastiques soit représentative de celle contenue jusqu'au plancher océanique, "l'océan Atlantique pourrait contenir environ 200 millions de tonnes de résidus plastiques dans ces catégories spécifiques de polymères et de taille", souligne Richard Lampitt, l'autre co-auteur de l'étude. En tout état de cause, sachant que des plastiques d'autres tailles et types sont présents dans l'océan, "tant les intrants que les stocks de plastiques océaniques sont beaucoup plus élevés que précédemment évalué", notent les chercheurs.

Cela dit, "même avec notre évaluation relevée de la contamination plastique, **la masse totale de poissons est probablement plus élevée que celle de plastiques**", nous indique Lampitt. Une étude retentissante avait estimé en 2014 qu'à politique inchangée, la masse de plastiques dans les océans dépasserait celle des poissons d'ici 2050. Mais le modèle utilisé pour évaluer la masse de poissons a depuis lors été lourdement remis en cause.

Les masques du Covid

L'étude des chercheurs du NOC intervient alors que l'industrie pétrochimique tourne à plein régime pour produire des équipements de protection personnelle face à l'épidémie de Covid-19 et que **les masques chirurgicaux jetables (en plastique) se retrouvent en quantités dans la nature.** L'effet de ces nouveaux usages sur la concentration de polluants plastiques dans les océans devra être étudié, souligne Richard Lampitt: "Il y aura certainement un impact, mais j'ignore dans quelles proportions: il faudrait mener des recherches et elles pourraient mener à la conclusion que l'impact de ces équipements personnels est dévastateur, ou bien qu'il est léger en comparaison des autres déchets plastiques."

Sans même tenir compte d'un possible "effet Covid", la production de plastique a le vent en poupe: la Chine compte à elle seule sur une augmentation de sa demande de polymères de 6% par an.

Féminisme, birth control et surpopulation

Michel Sourrouille 19 août 2020 / Par [biosphere](#)

BIRTH CONTROL REVIEW

Edited by Margaret Sanger

TWENTY CENTS A COPY

NOVEMBER, 1923

TWO DOLLARS A YEAR



Official Organ of

THE AMERICAN BIRTH CONTROL LEAGUE, INC., 104 FIFTH AVENUE, NEW YORK CITY

Né en Angleterre au XIXe siècle, le combat néo-malthusien (*Birth Control* (BC) – contrôle des naissances) est mené surtout par des féministes. La Hollande possède sa *Ligue néo-malthusienne* dès 1882. Aux Etats-Unis Margaret Sanger fonde en 1914 la revue *La femme rebelle* prônant l'émancipation de la femme et le contrôle des naissances. En 1916 elle ouvre la première clinique de BC des USA. La *Ligue américaine de BC* est fondée en 1921. Quels sont leurs principes directeurs ? Il faut que les enfants soient : 1° conçus dans l'amour ; 2° naissent d'une mère qui les désire ; 3° soient engendrés dans des conditions qui leur assurent les meilleures chances de santé et d'éducation. Pour atteindre ces buts, il est nécessaire que chaque femme possède la liberté de restreindre le nombre des naissances, sauf lorsque les conditions de vie sont satisfaisantes. Ces ligues ont pour objet : 1° de répandre l'idée que la paternité et la maternité doivent être volontaires et que seuls les gens aptes devraient être autorisés à avoir des enfants ; 2° de lutter pour faire admettre officiellement le "birth-control", en provoquant l'abolition des lois qui s'opposent à sa diffusion. En Angleterre le mouvement est conduit par Marie Stopes qui fonde en 1921 les *Cliniques maternelles pour un BC constructif* ; une multitude d'autres suivront, comme les *Centres de bien-être féminin* fondés par la *Ligue malthusienne* d'Annie Besant. En U.R.S.S., le néo-malthusianisme reçoit un encouragement officiel en 1923. En 1926 la Chambre des Lords autorise l'enseignement du BC. L'église d'Angleterre (anglicane) avait déjà parlé en sa faveur en 1923. L'union des diverses associations prend le nom d'*Association de Planning Familial* en 1939. En Italie en revanche, la loi de 1926 interdit toute propagande. En Suisse les cantons catholiques s'y opposent, mais les cantons protestants l'admettent. En Belgique une loi de 1922 la réprime, et en France la loi du 31 juillet 1920 l'interdit totalement.

Après 1945, la préoccupation première est d'endiguer l'"explosion démographique". En 1948, William Vogt, directeur de la commission pour la reconstitution des sols de l'ONU, lance un cri d'alarme dans son livre *La faim du monde*. Il prédit une catastrophe si un plan n'est pas mis en œuvre. Son axiome fondamental est que l'élévation du niveau de vie ne peut se faire que par réduction de la population. Vogt estime que le développement démographique est dû à la cessation de la sélection naturelle, du fait des découvertes en hygiène et en médecine : « L'homme trouvait à sa portée des moyens de lutter contre une longue suite de maladies, et le plus efficace instrument de limitation des populations commença à disparaître. » En 1952, John D. Rockefeller III fonde le *Conseil de la Population*. Dans *Enrichir la Vie* il explique : « À mon avis la stabilisation de la population n'est pas un frein mis au développement de l'humanité, mais tout au contraire un soulagement qui, en multipliant les chances de chacun, rend l'homme libre de conquérir sa dignité naturelle et de développer toutes ses possibilités ». En juin 1965, le président Johnson déclare devant les Nations Unies : « Agissons en tenant compte du fait que moins de 5 dollars investis dans le contrôle de la population, équivaut à 100 dollars investis dans le développement économique ». En 1969, le général Draper lance la formule qui fera fortune de "croissance zéro" (*Zero Population Growth*, d'où le nom de *zegistes*). En 1972 paraissent de nombreux rapports : le *Mémoire à usage interne sur le rôle de l'Europe dans un monde en danger* de Sicco Mansholt, vice-président de la Communauté Economique Européenne; le rapport *Meadows* du *Massachusetts Institute of Technology* (MIT), intitulé « Les limites de la croissance ». René Dumont écrit dans *l'Utopie ou la mort* : « Il n'est plus possible de s'en remettre à la seule planification familiale car elle se contente d'empêcher la venue au monde des enfants non désirés. La survie de l'humanité ne peut plus être confiée au bon vouloir d'un nombre aussi élevé de procréateurs plus ou moins irresponsables. (...) Des mesures autoritaires de contrôle de la natalité vont donc devenir de plus en plus nécessaires, mais elles ne seront acceptables que si elles commencent par les pays riches et par l'éducation des autres. (...) L'abandon des petites filles dans les familles chinoises pauvres (...) ou au Japon, peuvent être considérés comme comportant une certaine sagesse. (...) En France, en Europe (...) on commencera par supprimer tous les avantages (fiscalité, logements) et surtout les allocations familiales au delà du deuxième enfant. Aux États-Unis, il faudrait aller plus loin, taxer les familles nombreuses de plus en plus lourdement avant d'en arriver à des quotas autoritaires »

Vingt ans plus tard, le représentant des U.S.A. à la Conférence sur la Population et le Développement du Caire, qui se tient du 5 au 13 septembre 1994, déclarera : « Le Président Clinton est profondément engagé à placer la population au premier rang des priorités internationales de l'Amérique. (...) Le gouvernement des USA croit que la Conférence du Caire manquera à ses devoirs si elle ne développe pas des recommandations et des lignes de conduites concernant l'avortement. Notre position consiste à appuyer le choix reproductif, y compris l'accès à l'avortement. ».

source : <https://fsspx.news/fr/eugenisme-hier-et-aujourd'hui-9%E2%80%AF-le-courant-neo-malthusien-59160>

NB : le plus étonnant c'est que cette étude historique bien documentée provienne de la fsspx (= Fraternité sacerdotale Saint-Pie-X), une mouvance catholique intégriste.

NOUVELLES DES GRANDS "FONDS"...

19 Août 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND

On savait que la seule marque présumée de l'efficacité en occident et principalement aux USA, c'est le montant du budget alloué...

Il paraît que la [marine USaméricaine](#) a perdu pendant un laps de temps TRRRREEEEES long, un sous marin russe. C'est déjà un problème en temps de paix, et un merdier en temps de guerre. Surtout si celui ci à quelques missiles balistiques...

On peut aussi admirer le fait qu'avec 10 fois moins de budget Ivan Ivanovitch Ianov ait complètement largué son adversaire Fat double chin Joe dans la course aux armements. Sans doute qu'il soit difficile de courir quand on est obèse et avec des valises bourrées de dollars, même si pour des raisons de commodités, c'est le billet de 100 qui est le plus prisé.

Raison sans doute pour laquelle, [M. Américain Moyen](#), Honnêtement obèse, surendetté et avec un boulot de merde, ne soit plus très content, et ait été amené à voter pour Trump. Ceci, malgré les bourrages d'urnes monumentaux en Pennsylvannie (les membres du DNC y ont plaidé coupable), et en Californie, où les cartes d'électeurs sont distribuées avec les permis de conduire, c'est à dire, y compris aux étrangers, et même aux sans papiers. On peut estimer cette distribution aux alentours de 3 à 5 millions de cartes électorales surnuméraires...

[Au Texas](#), le gouverneur veut empêcher les autorités locales d'augmenter les impôts si elles baissent les budgets de la police. Enfin, à mon avis, ce n'est pas le Texas où il y a le plus de risques. Pour la bonne raison que là-bas, tout le monde peut porter les armes. C'est sacrément dissuasif.

Ailleurs, les [grandes villes démocrates](#) sont en train de se vider, de leurs plus riches d'abord, des autres après, et ne laisseront sur places que les merdes et déchets humains. Pour ce qui est de Las Vegas, c'est 250 000 [pauvres qui vont être vidés](#)...

A force de jouer aux cons, on risque bien de créer, effectivement, une guerre, là où personne [ne le prévoyait](#). Lukashenko crie que [l'OTAN est aux portes](#). Si la Belarus est effectivement un petit état de 10 millions d'habitants, ses forces armées sont très loin d'être ridicules. Acculé, il risque bel et bien, de foncer dans le tas, polonais, Lithuanien, estonien, peut être ukrainien...

En France, [Raoult fait son raout](#). La crise sanitaire, politique créée par les autorités empressées de se remplir les poches risque de déborder.

Quand à la "[pandémie](#)", il y a vraiment de quoi avoir peur. Je me rappelle du jour où il y a eu plus de 3000 "cas" et 1 décès... En plus, il y a une spécificité française. Les malades oublient de guérir, visiblement... Au moins statistiquement parlant...

TOUT VA TRES BIEN, MADAME LA MARQUISE...

17 Août 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND

Qu'est ce qui ressemble mieux à une reprise que ce qui se passe à [New York](#) ? 49 personnes abattues en 72 heures, et pas par la conjoncture économique, et la police, devant son apathie, devient objet de haine et de répulsion.

Vouloir lécher le cul à des supposés minorités, et à des fouteurs de merde, ça brouille avec tout le reste.

Il faut voir à Chicago le bilan des affrontements entre latinos et pillards. D'autre part, la majorité écrasante des membres desdites supposées minorités, eux, veulent de la police, et même beaucoup plus de police.

[Exode urbain](#) massif de tous ceux qui peuvent, aux USA, sans doute, avec de grosses interrogations sur un retour éventuel...

[France](#) : la désindustrialisation se continue sans désespérer, cette fois, c'est l'industrie du papier qui bat de l'aile. Rien d'étonnant, avec la chute de la demande industrielle du carton. Quand on vend, on produit, on emballe, quand on fait - 20 %, le carton ne fait plus un carton (le premier qui admire le jeu de mot a gagné ma considération et un verre au bar).

[Les bars](#) (et même les restaurants) sont en train de se débarrasser de ces trucs inutiles appelés "serveurs". On va appeler ça un distributeur automatique.

[André](#) s'est pris les pieds dans ses lacets. Le groupe, visiblement, est mort. En plus, bientôt, on sera tous des va-nu-pieds.

[Figeac](#) est dans la M...ouise, tellement liée à sa mono-industrie aéronautique, que la ville devra bientôt miser sur son activité principale : le comice agricole.

[Trafic aérien](#), ça plombe dur.

Toulouse-Blagnac : -79,5%
Bordeaux-Mérignac : -75,7%
Lyon – Saint-Exupéry : – 72,5%
Paris-Orly : -72%
Marseille-Provence : -63,6%
Nantes-Atlantique : -63,3%
Nice-Côte d’Azur : -51,3%
Paris-Charles de Gaulle : -51%

Et encore, je suis sûr que le trafic de CDG, ressemble au [sketch de Magdane](#), et du soldat qui vient d'arriver à la guerre, et qui à sa mère que son frère arrête de lui envoyer des colis et paquets vides. Au départ ça l'avait fait beaucoup rire, mais maintenant, ses nerfs lâchaient. Les avions qui atterrissent à CDG ne seraient ils pas les paquets vides du soldat ?

D'ailleurs, [l'IATA](#) prévoit une année 2020 à - 60 %. Comme le début d'année était sur la lancée de l'an dernier, on peut sans doute voir le réel trafic à 25-30 % de ce qu'il était, et il redeviendra l'apanage des plus riches.

D'ailleurs, [le tourisme français](#) s'effondre, et visiblement, les français se sont "contentés" de voyager dans le pays... On verra d'ailleurs, l'état du tourisme quand c'est en vélo qu'il faudra partir...

La fonte du [coeur du réacteur](#) de l'économie mondiale s'annonce avec la dédollarisation. Tout le monde va couler en même temps.

[Ce qui n'empêche](#) pas l'empire de contre-attaquer en [Belarus](#). Il y a toujours des crétins sur place pour croire que l'occident c'est mieux, surtout les plus riches. [Complexe du larbin](#) oblige.

Le gouverneur démocrate du Minnesota, lui, vote Trump et permet l'usage de la [Chloroquine](#). Les dits démocrates-antifa-blm, ont décidé de s'en prendre à une boulangerie qui avait fait un gâteau "cake live matter", mais ont été submergé par des [contre-manifestants](#).

Petite nouvelle de rien du tout. La pandémie a arrêté des champs de pétrole qui ne reprendront pas. Géologie oblige.

[L'Amérique n'a jamais connu une telle vague de chaleur](#)

par Michael Snyder le 17 août 2020



Chaque été est chaud, et chaque été il y a des canicules, mais ce à quoi nous assistons en 2020, c'est à la réécriture de toutes les règles. Il fait une chaleur torride dans tout le Sud-Ouest, et les records sont battus les uns après les autres. En une année où une série apparemment interminable de choses ont mal tourné, nous n'avions certainement pas besoin d'une vague de chaleur historique pour nous frapper, et cela cause toutes sortes de problèmes. Malheureusement, il semble que nous ne serons pas soulagés avant au moins quelques jours, car on nous dit que la chaleur record "devrait durer toute la semaine"...

Pas moins de 52 millions de personnes restent sous alerte thermique à l'Ouest lundi, où certains pourraient voir des températures entre 110 et 130 degrés. La chaleur devrait durer toute la semaine, établissant peut-être plus de 100 nouveaux records quotidiens.

Une température élevée de 100 degrés est vraiment chaude, une température élevée de 110 degrés est dangereusement chaude, une température élevée de 120 degrés est catastrophiquement chaude, et une température élevée de 130 degrés n'est pas censée se produire.

Mais cela vient de se produire.

Dimanche, la température élevée dans la Vallée de la Mort a atteint 130 degrés...

Une température de 130 degrés Fahrenheit (54,4 degrés Celsius) enregistrée dimanche dans la Vallée de la Mort en Californie par le service météorologique national américain pourrait être la plus chaude jamais mesurée avec des instruments modernes, selon les responsables.

Le relevé a été enregistré à 15h41 au centre des visiteurs de Furnace Creek, dans le parc national de la Vallée de la Mort, par un système d'observation automatisé - un thermomètre électronique enfermé dans une boîte à l'ombre.

Avant dimanche, les instruments modernes n'avaient jamais mesuré une température aussi élevée dans le monde.

L'ancien record mondial de 134 degrés est en vigueur depuis 1913, mais la validité de ce vieux record a été fortement contestée...

En 1913, une station météorologique située à une demi-heure de marche a enregistré ce qui reste officiellement le record mondial de 134 degrés Fahrenheit (56,7 degrés Celsius).

Mais sa validité a été contestée pour plusieurs raisons : les stations météorologiques régionales de l'époque ne signalaient pas de vague de chaleur exceptionnelle, et la compétence du chercheur était mise en doute.

Quoi qu'il en soit, tout le monde peut s'accorder à dire que ce qui s'est passé dimanche était vraiment un événement historique, et qu'il ne s'agissait certainement pas d'un incident isolé.

La veille, nous avons assisté à un nouveau record quotidien de température à Sacramento...

Le centre-ville de Sacramento a établi un nouveau record de température de 111° degrés samedi, pendant ce qui est la plus grande vague de chaleur de l'année jusqu'à présent dans la région.

Et ce, dans la foulée de Palm Springs qui a battu un record quotidien vendredi...

Palm Springs a pulvérisé le précédent record de 117° degrés pour la date d'aujourd'hui en enregistrant 120° cet après-midi ! Le thermomètre a établi un record du "minimum le plus élevé" pour la date du jour avec une température basse de seulement 92° ce matin.

Il va sans dire que toute cette chaleur met à rude épreuve le système électrique californien, car les gens restent sans cesse à l'intérieur et essaient de se rafraîchir. En fait, les choses ont tellement mal tourné que les autorités viennent d'annoncer "les premières pannes d'électricité dans l'État depuis 2001"...

Alors que la Californie lutte pour se remettre de la pandémie de coronavirus, de la chaleur flétrissante et des incendies, elle est confrontée à une autre crise dangereuse : les coupures d'électricité.

Alors que les températures ont battu des records dans tout l'État, les responsables californiens de l'énergie ont annoncé les premières pannes d'électricité depuis 2001 et ont averti que l'État se préparait à ce qui pourrait être la plus grande panne d'électricité qu'il ait jamais connue, probablement lundi.

Vous souvenez-vous de cette folle époque en 2001 ?

Il semble que le scandale Enron n'ait éclaté qu'hier, mais c'était en réalité il y a presque 20 ans.

Où est passé le temps ?

Les responsables espèrent que les coupures de courant en Californie se limiteront à cette semaine, mais ils ne font aucune promesse.

Pendant ce temps, des températures record sont également enregistrées dans le Nevada. Las Vegas est en pleine effervescence, et de nouveaux records sont attendus pour lundi et mardi...

Selon le National Weather Service, le sud du Nevada sera sous le feu d'une vague de chaleur qui a atteint dimanche une température record à Las Vegas, lundi et mardi.

La température maximale attendue lundi était de 114 degrés (45,56 Celsius) à l'aéroport international McCarran, bien au-dessus du record actuel de 111 degrés établi le 17 août 1939, a déclaré le météorologue Dan Berc.

Et à Phoenix, il y a déjà eu huit jours cette année avec une température élevée d'au moins 115 degrés, et cela bat le vieux record établi en 1974...

Selon le service météorologique national de Phoenix, la température à Phoenix a atteint 115°F dans l'après-midi du 17 août, battant ainsi un record établi en 2013.

Le 14 août, Phoenix a égalé un record pour la date avec un maximum de 117 degrés (47 Celsius). Vendredi était le huitième jour en 2020 avec un maximum d'au moins 115 degrés (46 Celsius), battant l'ancien record de sept jours en 1974, selon le service météorologique national.

Il y a quelques années, j'étais à Phoenix pendant une vague de chaleur, et je me souviens d'avoir absolument brûlé la plante de mes pieds lorsque j'ai marché sur un chemin en béton sans aucune chaussure.

La chaleur dangereuse est une réalité constante à cette époque de l'année à Phoenix, mais les habitants ont appris à vivre avec.

Cependant, la chaleur record que nous observons cette année, combinée à des conditions extrêmement sèches, a créé un environnement idéal pour des tempêtes de poussière géantes, et les millions de personnes vivant dans la région ont été averties que certaines d'entre elles risquent de se produire dans les jours à venir.

Dans tout le Sud-Ouest, nous commençons à voir apparaître des tendances alarmantes. Si vous regardez la dernière carte du Drought Monitor des États-Unis, vous remarquerez que presque tout le Sud-Ouest est déjà dans une certaine phase de sécheresse en ce moment. Dans les années 1930, des températures très élevées et des conditions extrêmement sèches pendant des mois se sont combinées pour créer le "Dust Bowl", et nombreux sont ceux qui craignent que quelque chose de similaire ne commence à se produire.

Même si vous n'êtes pas encore convaincu qu'un nouveau "Dust Bowl" est en train de voir le jour, tout le monde devrait être d'accord pour dire que ce à quoi nous assistons actuellement dans le Sud-Ouest est très, très inhabituel.

À bien des égards, notre monde semble devenir complètement fou en ce moment, et beaucoup pensent que ce n'est que le début.

La bonne nouvelle, c'est que le mois de septembre arrive, ce qui signifie que le temps dans le sud-ouest devrait commencer à se refroidir un peu.

Mais tout au long de cette année, les crises se sont succédées et nous verrons ce que 2020 nous réserve dans les mois à venir.

Florian Philippot: "HALTE à la CORONAFOLIE ! Pour notre bien-être sanitaire, économique, social, humain"

Le 19 Août 2020 à 11:57:05 / 6 commentaires / 418 vues

👍 3 🗨️ 0 📌 Noter

Des exemples incroyables ici de Coronafolie, en France et dans le monde. Exigeons la rationalité.



La plupart des gens qui suivent uniquement les médias mainstream ignorent la vérité ! La peur du Covid-19 transmise par les médias mainstream déclenche une 2nde vague de panique aux conséquences économiques graves

https://www.youtube.com/watch?v=WxzMR15wc2A&feature=emb_logo

SECTION ÉCONOMIE



Comme l'a dit von Mises, Il n'y a aucun moyen d'éviter l'effondrement final d'un boom provoqué par une expansion du crédit.

Publié le 19 août 2020 à 06:00:42 / 0 commentaire / 627 vues

À l'exception de Deus ex Machina (dieu sauvant l'intrigue dans les pièces grecques anciennes), il n'y a pas de solution. Nous ne pouvons pas résoudre...

Warning: Krach Fin 2020 ! Un des plus grands bulls sur les marchés Alerte sur le Crash à venir...

Le 18 Août 2020 à 19:35:16 / 12 commentaires / 1 328 vues

👍 4 👎 1 ⓘ Noter

Un des plus grands bulls sur les marchés alerte sur le crash à venir



https://www.youtube.com/watch?v=eb3cY1SD4vg&feature=emb_logo



250 000 personnes habitant à Las Vegas sont à risque d'éviction de leur domicile pour impayé en Septembre, soit 10% de la population de la ville.

Publié le 19 août 2020 à 01:00:31 / 4 commentaires / 514 vues

Nicolas Chéron: "250 000 personnes habitant à Las Vegas sont à risque d'éviction de leur domicile pour impayé en Septembre, soit 10% de la

population de la... Lire la suite



Planche à Billets: Le Bilan de la BCE vient d'atteindre un nouveau sommet historique à plus de 6 400 milliards €, soit 61% du PIB de la zone euro

Publié le 18 août 2020 à 20:25:42 / 7 commentaires / 188 vues

La taille du bilan de la BCE a augmenté de 19,4 milliards d'euros la semaine dernière en raison du QE, et vient d'atteindre un nouveau sommet historique à

6... Lire la suite

La masse monétaire mondiale vient d'atteindre un nouveau sommet historique propulsant le S&P 500 à un sommet de tous les temps

Le 18 Août 2020 à 23:29:36 / 1 commentaire / 263 vues

👍 1 🗨 0 ⓘ Noter

La masse monétaire mondiale vient d'atteindre un nouveau sommet historique à plus de 89 000 milliards de dollars. Les tombeaux de liquidités déversées par les banques centrales sont le principal facteur de la hausse des marchés, propulsant le S&P500 à un sommet de tous les temps.



Quand 90% du rallye boursier s'explique par l'action des banques centrales...

Source: Holger Zschaepitz



En Italie, le gouvernement multiplie les aides (15 à 30 milliards €) pour relancer l'économie. La dette publique risque d'atteindre 160% du PIB à la fin de l'année !

Publié le 18 août 2020 à 17:00:55 / 4 commentaires / 327 vues

En Italie, le gouvernement multiplie les aides pour relancer l'économie. Ces mesures vont pourtant coûter jusqu'à 15 à 30 milliards d'euros

supplémentaires aux... Lire la suite



Airbus: Annonce du plus grand plan de licenciement de son histoire,... 4 248 postes supprimés en France !

Publié le 18 août 2020 à 13:00:13 / 18 commentaires / 1 611 vues

Après l'annonce du plus grand plan de licenciement de son histoire, Airbus a précisé, jeudi 2 juillet, les sites concernés en France. La France va perdre « un million... Lire la suite

Comme l'a dit von Mises, Il n'y a aucun moyen d'éviter l'effondrement final d'un boom provoqué par une expansion du crédit.

Source: or.fr Le 19 Août 2020



À l'exception de *Deus ex Machina* (dieu sauvant l'intrigue dans les pièces grecques anciennes), il n'y a pas de solution. Nous ne pouvons pas résoudre un problème d'endettement avec plus de dettes, et faire passer les taux d'intérêt en territoire négatif ne fera qu'empirer les choses puisque ni les banques, ni les épargnants, ni les retraités n'y survivraient.

Quelle est donc la solution ? Je suis à 100% convaincu qu'il n'y a pas de solution. Comme l'a dit von Mises, **“Il n'y a aucun moyen d'éviter l'effondrement final d'un boom provoqué par une expansion du crédit. L'alternative est de savoir si la crise doit arriver plus tôt, par l'abandon volontaire d'une expansion supplémentaire du crédit, ou plus tardivement, comme une catastrophe finale et totale du système monétaire affecté.”**

Comme le dit von Mises dans cette citation, nous sommes aujourd'hui confrontés à “un effondrement final et total du système monétaire affecté”. Et quand il dit système monétaire, il fait clairement allusion à l'effondrement total du système financier. Malheureusement, ce sera probablement le résultat des plus grandes bulles financières et excès de l'histoire.

Alors que monde s'apprête à vivre la grande destruction de richesse jamais observée, que faut-il faire ? Malheureusement, la plupart des gens ne feront rien avant qu'il ne soit trop tard. Ils s'attendent à encore être sauvés par les banques centrales, mais cette fois-ci, elles seront impuissantes. Continuer à imprimer de la monnaie sera inutile et ne fera que provoquer une hyperinflation. Ainsi, de nombreux investisseurs risquent de perdre 75%-99% de leur patrimoine au cours des prochaines années.

Fonds de tiroir à ne pas négliger du système financier

François Leclerc 19 août 2020



Est-ce l'expression d'une idée fixe que de continuer à ausculter un système financier qui fait moins parler de lui ? Aurait-il retrouvé son équilibre après avoir donné de multiples signes du contraire ? Ou plus spectaculaire, prend-il le pas dans l'immédiat ?

Signe des temps, les fonds souverains ne sont pas à la fête. Le fonds saoudien, qui gère 300 milliards de dollars, a acheté les actions de grands groupes (Facebook, Boeing, Marriott, Walt Disney, BP, Total) lors du plongeon des marchés en mars dernier, pour les céder au deuxième trimestre. Ce trading de court terme, peu courant pour les fonds souverains qui sont des investisseurs sur le long terme, le rapproche de l'opportunisme des hedge funds.

Autre cas, la Norvège, qui dispose du plus grand fonds souverain au monde doté de 990 milliards d'euros en raison de la manne pétrolière, a enregistré une chute de son rendement au premier semestre en raison de l'état des marchés financiers.

Autre signe de défiance, le conglomérat du milliardaire Warren Buffett, Berkshire Hathaway, a réduit ses participations dans de nombreux grands noms du secteur financier. Ont été touchées les banques Wells Fargo et JPMorgan, M&T Bank, Bank of New York Mellon, US Bancorp, ainsi que Mastercard et Visa. Et il a complètement fermé sa position dans Goldman Sachs.

Les banques chinoises ne sont pas préservées et sont confrontées à une explosion des créances douteuses, objet d'une alerte de la banque centrale. L'une d'entre elles a déjà déposé son bilan, une nouveauté.

Les classifications actuelles des prêts ne reflètent pas leur véritable qualité et les bénéfices des banques sont gonflés sur papier, est-il reconnu. Néanmoins, les grandes banques publiques (ICBC, China Construction Bank, Agricultural Bank of China et Bank of China) ont vu leurs profits chuter de 28 %. L'avenir du système bancaire chinois s'annonce tendu.

Guo Shuqing, le président de la Commission de régulation bancaire chinoise, exprime une autre inquiétude : « dans un système monétaire international dominé par le dollar américain, la politique d'assouplissement quantitatif sans précédent et illimité des États-Unis érode en fait la solvabilité du dollar et les fondements de la stabilité financière mondiale. Le monde peut à nouveau être poussé au bord d'une crise financière mondiale. » Depuis mars, la devise a en effet perdu 12 % face à l'euro, le dollar poursuit depuis sa glissade. Les investisseurs se détournent du dollar devant les perspectives économiques américaines. La devise n'a plus le

statut de valeur refuge, ce qui se manifeste dans l'envolée de l'or, qui a progressé de 30 % depuis le début de l'année

Les autorités américaines sont prises dans une contradiction entre la défense du privilège du dollar et la recherche d'une plus grande autonomie économique. Les sanctions américaines accélèrent la dé-dollarisation des échanges commerciaux internationaux, qu'exprime l'intention manifestée par les gouvernements chinois et russes de quitter le système de paiement Swift pour échapper aux sanctions ou celle des autorités européennes qui envisagent de réécrire les accords-cadres commerciaux avec des pays tiers en euros plutôt qu'en dollars, par exemple dans l'énergie, les produits agroalimentaires ou l'aéronautique.

Le décor est planté.

BOMBE : La Cour européenne interdit à Google, Facebook et consorts de traiter nos données

Guy de La Fortelle 08 08 2020



Ma chère lectrice, Mon cher lecteur,

Le 16 juillet dernier, la Cour de Justice de l'Union Européenne a invalidé le très mal nommé « *Privacy Shield* ».
[1]

Cela revient à interdire aux entreprises américaines de traiter nos données depuis les États-Unis, y compris Google, Amazon, Microsoft, Amazon, Apple et tant d'autres.

C'est une bombe qui a déjà explosé mais dont le souffle ne nous a pas atteints grâce à l'assourdissant silence des grands médias qui ont trop peur d'être mal vus des Google et Facebook dont ils dépendent atrocement.

Encore une fois, c'est à nous mon cher lecteur de tout faire : transférez cette lettre à votre carnet d'adresses, partagez-la sur les réseaux tant que possible, personne ne doit ignorer cette décision et sa portée extraordinaire.

Le *Privacy Shield* était un accord de 2015 entre la Commission Européenne et le gouvernement américain qui stipule que vos données personnelles sont aussi bien protégées aux États-Unis qu'en France et en Europe et que les entreprises américaines respectent essentiellement le Règlement Général de Protection des Données, le fameux RGPD.

Celles-ci pouvaient donc être traitées et stockées aux États-Unis de manière légale et prétendument sûre.

Sauf que tout le monde, absolument tout le monde, sait que ce n'est pas le cas.

Il n'y a aucun débat sur le sujet et un tel scandale aurait dû faire tomber la Commission depuis 2015 et créer une crise institutionnelle grave à Bruxelles.

La vérité est que le Privacy Shield et donc la Commission Européenne donnait un blanc-seing complet aux services de renseignement américains pour utiliser nos données à des fins d'espionnage industriel, de déstabilisation voire de la manipulation électorale.

Guerre économique et financière totale

Après les attaques du 11 septembre, les États-Unis sont devenus un État policier en guerre totale, y compris financière et économique.

En particulier, l'*Executive Order 12333* autorise l'espionnage industriel de toutes les données concernant des personnes et entités étrangères stockées sur le territoire des États-Unis.

C'est à la section II-3 (b) qui autorise la collecte d'*informations sur le territoire des*

États-Unis dans le cadre de renseignement étranger et contre-espionnage, y compris concernant des entreprises et autres organisations commerciales. [2]

Cela signifie que la Commission Européenne avec le *Privacy Shield* autorisait légalement les États-Unis à espionner nos entreprises. C'est obscène, méprisable et inacceptable.

Mais l'important est que ce n'est pas moi qui le dis mais la Cour de Justice de l'Union Européenne dans son arrêt du 16 juillet.

Selon les juges européens, il n'y a pas de limite aux pouvoirs des services de renseignement américains

Les juges se rebiffent et n'y vont pas de main morte.

Ils notent non seulement que certains programmes de surveillance américains n'ont aucune limite à la collecte d'information mais que ceux qui en ont ne permettent pas à un citoyen européen de les faire respecter :

La Cour relève que, pour certains programmes de surveillance, ladite réglementation ne fait ressortir d'aucune manière l'existence de limitations à l'habilitation qu'elle comporte pour la mise en œuvre de ces programmes, pas plus que l'existence de garanties pour des personnes non américaines potentiellement visées. La Cour ajoute que, si la même réglementation prévoit des exigences que les autorités américaines doivent respecter, lors de la mise en œuvre des programmes de surveillance concernés, elle ne confère pas aux personnes concernées des droits opposables aux autorités américaines devant les tribunaux. [3]

Pas de limite, pas de recours possible : nous sommes en face d'un véritable Far West juridique qui permet aux agences et départements américains de faire absolument de ce qu'ils veulent dans nos données.

Les gens qui ont nommé cet accord « *Privacy shield* » et tous ceux à leur suite qui ont pu déclarer que cet accord protégeait les données des citoyens et entreprises européennes sont obscènes et devraient être interdits de

mandat public à vie après un sérieux passage par la case prison pour atteinte aux sûretés de l'État. Mais bien évidemment, cela ne se passera pas comme ça, vous allez voir pourquoi.

Il ne suffit pas de stocker les données en Europe

En invalidant le *Privacy Shield*, les juges européens ont simplement interdit l'exportation de données vers les États-Unis.

Mais il ne suffit pas aux acteurs américains de stocker leurs données en Europe.

En effet, le *Cloud Act* américain, signé en 2018, donne accès à la justice américaine et aux agences aux données des entreprises américaines stockées à l'étranger.

Depuis 2018, il n'y a même plus de différence entre un stockage aux États-Unis ou en Europe.

Cela signifie que si la justice européenne interdit l'exportation de données, le simple traitement ou stockage en Europe qui n'est pas plus compatible avec le règlement RGPD.

Que fait la CNIL ?

En France, c'est la CNIL qui est censée faire respecter le Règlement Général pour la Protection des Données.

De facto, plus aucune entreprise américaine n'est habilitée à traiter une donnée européenne.

C'est bien sûr embêtant car nous devons nous rapprocher des 100 % de données traitées ou stockées à un moment donné par des entreprises américaines.

La CNIL peut bien demander aux GAFA de se mettre en conformité, le problème ne vient pas d'eux mais d'une incompatibilité fondamentale entre le droit européen et américain.

Elle peut bien demander aux particuliers et entreprises de cesser d'utiliser des services proposés par des entreprises américaines... Tout lui monde lui rirait bien au nez.

Elle devrait tout simplement sonner l'alerte et se déclarer incapable de réaliser la tâche qui lui est assignée.

Au lieu de cela, elle s'est fendue d'un communiqué lapidaire pour expliquer qu'elle « *analysait les conséquences* ».

C'est un peu comme si l'on demandait à ces gens de grimper l'Everest en maillot de bain et qu'ils vous expliquaient le plus sérieusement du monde qu'ils étudiaient les moyens d'y parvenir. Ce n'est pas sérieux.

En réalité, ils se font oublier et attendent anxieusement que la Commission européenne les sorte de ce mauvais pas.

Que fait la Commission européenne ?

Et la Commission, tiens ! Que font-ils de ce jugement spectaculaire mais prévisible ?

Ce sont eux qui sont responsables de ce fiasco.

Ils ont logiquement pris le camouflet en pleine face et devraient démissionner.

Ils pourraient aussi retourner leur veste et finir par accepter de faire respecter les lois mêmes dont ils sont à l'origine.

Après tout, Donald Trump réussit bien à tordre le cou à ***TikTok***, le premier réseau social chinois qui a réussi à s'implanter massivement aux États-Unis.

Pourquoi ne ferions-nous pas pareil ?

Nous avons certes pris beaucoup de retard et l'implantation des groupes américains est profonde et ancienne... Mais mieux vaut tard que jamais.

Au lieu de cela, la Commission est en train d'adapter les *Clauses Contractuelles Types*.

Ils montent un nouveau rideau de fumée devant leur infamie.

Pour les pays qui ne bénéficient pas d'accord cadre avec l'Union Européenne comme feu le *Privacy Shield*, les entreprises peuvent tout de même importer des données européennes **à partir du moment que les traitements respectent la RGPD** et un certain nombre de... *Clauses contractuelles types*.

Dans la mesure où les États-Unis ne permettent pas le respect de la RGPD selon la Cour européenne, les clauses contractuelles types ne peuvent pas s'appliquer et d'ailleurs la Cour le souligne dans sa décision (mais ne se prononce pas sur le fond car ce n'est pas la question pour laquelle elle est saisie).

Et si la Commission modifiait ces clauses pour qu'elles soient applicables par les États-Unis... Eh bien Les clauses ne respecteraient plus le RGPD et seraient invalidées par la Cour. Mais il faudrait bien quelques années pour que la CJUE invalide ces clauses.

Il n'y a vraiment rien à faire de ce côté-là que de gagner du temps et refermer la porte du placard sur le squelette puant. Et c'est ce qu'ils font quand bien même nous parlons de la sûreté de l'État et d'intérêts fondamentaux de l'Union.

Que fait Google ?

Les cadres de Google sont pragmatiques, si la Commission veut adapter les *Clauses Contractuelle Types*, très bien, c'est donc ce que nous appliquerons dorénavant.

J'ai même reçu un email de Google sur un vieux compte pour m'annoncer cette modification des clauses... Et vous aussi si vous avez un compte Google.

C'est illégal et évident, mais tant que la Cour ne l'a pas dit officiellement, cela leur permet de ne surtout rien changer.

Bref, à la Commission et chez Google on se fiche pas mal des juges européens.

Voilà pour la démocratie et l'efficacité de la séparation des pouvoirs européens.

Ceux qui en font les frais : Alstom, Technip, BNP, Total et les autres...

Ces batailles juridiques vous paraissent sans doute abstraites et dénuées de réalité tangible, mais ces législations et la mainmise totale des GAFA sur nos données sont un maillon essentiel qui a permis à General Electric de faire leur raid sur Alstom à FMC de mettre la main sur Technip.

Total, Schlumberger, Alcatel, BNP, Société Générale, Crédit Agricole ont payé des dizaines de milliards de dollars d'amendes grâce aux informations obtenues par l'espionnage industriel américain et sont tenus en respect par cette laisse électronique.

Il est déjà difficile de résister à la concurrence, l'intimidation et l'espionnage industriel américains... Mais comment voulez-vous avoir la moindre chance si vos pouvoirs publics sont renégats ?

Si vous ne connaissez pas bien l'histoire du raid sur Alstom, lisez donc *Le Piège américain* de Frédéric Pierucci, ancien cadre dirigeant d'Alstom qui a passé 2 ans en prison de haute sécurité aux États-Unis.

Il explique comment le Département de la Justice américain a pu mettre la main sur les preuves de pots-de-vin d'Alstom dans un appel d'offres modeste à Sumatra remontant à 2003, faits certes répréhensibles, mais sans commune mesure avec le résultat final du dépeçage d'Alstom.

De manière générale, les groupes américains sont épargnés et les groupes étrangers tabassés : **il ne s'agit pas de faire respecter des lois anti-corruption mais de gagner une guerre économique et financière brutale et sans limite.**

Trop bon, trop con ?

Nous parlons d'un phénomène vieux de 20 ans (qui s'est certes accéléré après 2008) et je vous ai dit au début de cette lettre qu'absolument tout le monde est conscient de la guerre américaine.

Comment nos entreprises se sont-elles donc fait avoir ?

Après tout, rien ne nous oblige à utiliser une boîte Gmail ou la messagerie Whatsapp. Rien n'oblige nos entreprises à utiliser les services de cloud américains pour gérer leurs données.

Pourquoi donc mettre la tête dans la gueule du lion ?

Pour les mêmes raisons que vous en fait :

- Parce que tout le monde fait pareil ;
- Ils ont les meilleurs services ;
- Ils ont les meilleurs rapports qualité / prix ;
- Il n'y a pas de concurrence européenne ;
- Et de toute manière, ces histoires d'espionnage ne vous concernent pas, vous n'avez rien à vous reprocher et vous faites un usage modéré de ces services.

Je sais très bien que la majorité d'entre vous raisonnent ainsi. Je ne connais presque personne autour de moi qui ne raisonne pas ainsi.

Et vous ? Vous êtes victime consentante

Vous savez pourtant avec le scandale Cambridge Analytica que vos données sont utilisées pour manipuler des élections. Et pourtant vous ne faites rien.

Vous savez aussi que les algorithmes américains décident ce que vous avez le droit de voir et ne pas voir, quelle information est autorisée, quelle autre ne l'est pas.

Vous savez encore que ce sont les mêmes algorithmes qui décident des publicités que vous devez voir et des produits que vous devriez acheter.

Il en va de même de la musique, des films, séries et de tout le soft power américain.

Au fond, vous savez bien tout cela.

Manipuler n'est pas convaincre

Ce n'est pas parce que vous recevez une publicité ou des articles en cascade vous vantant les mérites d'un produit que vous le consommerez.

Peu importe qu'il s'agisse d'une bagnole, d'une assurance, d'un film ou d'un candidat à une élection : **le principal est de ne pas être naïf.**

Mais c'est mal connaître les mécanismes fondamentaux de la manipulation.

La manipulation n'a jamais consisté à vous faire prendre des vessies pour des lanternes... Mais à vous faire croire que tout le monde prenait des vessies pour des lanternes.

Vous ne consommerez pas un produit parce que l'on vous en a convaincu de prétendues qualités, vous le consommerez parce que vous pensez que les autres le font.

C'est cela la propagande et cela n'a jamais été autre chose : il ne s'agit pas de vous convaincre, il s'agit d'éteindre en vous tout esprit critique véritable, toute autonomie de la pensée et de favoriser les comportements moutonniers.

Peu importe ce que vous croyez vraiment tant que vous vous conformez.

Les médias sont des producteurs de fausses conformités.

D'ailleurs, vous pouvez bien encenser le professeur Raoult et trouver que le gouvernement n'est qu'une bande d'escrocs qui vous ont dit un jour de ne surtout pas porter de masque puis le lendemain que vous deviez en porter... **Peu importe tant que vous vous conformez et portez votre masque quand on vous le dit et uniquement quand on vous le dit.**

De même que les voies romaines furent au cœur de l'expansion territoriale et commerciale de l'Empire romain, la maîtrise des réseaux de communication est essentielle à l'hégémonie américaine et une carte maîtresse que l'on oublie un peu vite face au Dollar et au complexe militaro-industriel.

Toutes nos données de santé sont hébergées par Microsoft

Êtes-vous seulement conscients que vos données de santé sont hébergées par Microsoft dans le cadre du *Health Data Hub* créé en 2020.

Le *Health Data Hub* est un projet de recherche qui doit mettre à disposition nos données de santé pour développer l'intelligence artificielle en santé et de nouveaux traitements.

Officiellement, il s'agit de reprendre l'initiative sur ce secteur hautement stratégique.

Il se trouve que ces données ne sont pas anonymisées.

Selon les mots mêmes d'Olivier Véran :

« L'anonymisation complète n'est pas souhaitable dans le contexte du Health DataHub, car elle empêcherait tout réel travail de recherche ou d'innovation ». [4]

Cela signifie que les services de renseignement américain ont accès aux données de nominatives de tous les Français : personnel politique, dirigeants d'entreprises, chercheurs, espions...

Cela signifie également que nous venons de donner à la société de Bill Gates le trésor de nos données de santé, alors même que la Fondation Gates cherche une position dominante sur le business de la santé notamment via l'OMS. Et ce qui intéresse Gates dans le *business de la santé*, ce n'est pas le mot santé. Allez donc voir la faillite délirante du système de santé américain : nous n'avons vraiment pas besoin de l'aide de ces gens-là.

C'est du délire intégral. Et cela se passe en 2020, quelques semaines avant que la justice européenne finisse par reconnaître l'évidence.

Et ce n'est qu'un exemple !

La peur nous détruit de l'intérieur

Le temps est loin où Steve Jobs copiait le Minitel.

Ce fameux Minitel avait été entièrement conçu et construit en France à partir de composants français... Cela paraît impossible aujourd'hui.

Avec cette petite boîte, nous avions un Internet grand public avant tout le monde.

Quand avons-nous oublié qu'un petit confetti comme la France pouvait tenir la dragée haute à la superpuissance américaine ?

Et que ne pourrions-nous faire à l'échelon européen ! Nous avons les meilleurs ingénieurs, des entreprises puissantes, le plus gros marché mondial... Mais les pires dirigeants.

Il ne faudrait guère de temps pour qu'émergent des solutions européennes performantes si nous bannissons effectivement les entreprises américaines comme vient de le faire la Cour européenne dans le plus assourdissant des silences médiatiques.

Eh quoi ? Le Monde, Le Figaro et vous tous qui vous dites journalistes et objectifs, pourquoi ce silence ?

Avez-vous peur que Google et Facebook vous déréférencent ? Que vous n'apparaissiez plus dans leurs résultats de recherche, dans leurs fils d'actualités ?

Ou bien voudriez-vous seulement recevoir leurs miettes et être payés quelques centimes pour vos contenus si obstinément et toujours conformes et serviles ?

La peur mon cher lecteur est ce qui nous tue de l'intérieur, la peur une bonne dose d'avidité devant les miettes américaines.

Nous avons peur et Bruxelles aussi a peur.

Les renégats de la Commission aussi ont peur

Non seulement la Commission a-t-elle ouvert grands les portes de notre marché numérique aux États-Unis avec le *Privacy Shield*, mais elle les a *de facto* exemptés d'impôts et les a encore plus favorisés avec leur libéralisme décérébré et l'interdiction de toute ombre de préférence, même pas nationale, simplement européenne.

À ce stade, l'atlantisme forcené de Bruxelles ne suffit plus à expliquer de tels comportements.

Il ne s'agit plus d'influence mais de dépeçage.

C'est que les États-Unis nous tiennent par notre système bancaire.

Nos banques sont des morts-vivants maintenus en vie par les États-Unis.

Tout notre système bancaire aurait dû s'effondrer en 2008 et il ne tient que grâce à l'afflux constant de liquidités en dollars, en particulier en période de crise.

Oui nos banques ont pêché et gravement pendant la quinzaine d'années entre la chute de l'URSS, le traité de Maastricht et la crise de 2008.

Elles ont fait croire au monde qu'elles avaient des milliers de milliards de dollars à prêter, ont pris des engagements intenables tout autour du monde... Mais ce n'était que fumée et une fumée que la BCE ne pouvait compenser car elle ne peut pas imprimer de dollars.

Mais à ne pas vouloir payer le prix de nos fautes, nous nous retrouvons à payer deux fois.

Cette laisse-là nous a été mise autour du cou en 2008 lorsque la Fed a accordé une ligne de crédit en dollars illimitée à la BCE et 5 autres banques nationales.

La Fed n'est que la face émergée de l'iceberg. Plus généralement, il s'agit d'avoir accès aux dollars des banques américaines.

Et depuis lors, nous payons cet accès au prix fort : nous acceptons de nous faire dépecer de tout ce qui a de la valeur, industrie, brevets, bases de données contre la fiction de quelques dollars qui ne vaudront bientôt plus rien du tout.

Mais qu'importe que l'argent ne vaille plus rien lorsque vous avez déjà tout acheté.

Comprenez-moi bien : les États-Unis ne sont pas l'ennemi.

Ils ne sont pas plus ennemis qu'amis : ils sont parfois des adversaires, parfois des partenaires et aujourd'hui les maîtres puisque nous ne savons plus soutenir le rapport de force.

Les deux véritables ennemis sont en nous, ils sont notre peur et notre avidité et c'est vrai à tous les étages.

N'exigez pas des autres ce que vous ne faites pas vous-mêmes

Sur ce sujet comme tant d'autres, nous avons tous cette fâcheuse tendance à exiger des autres ce que nous ne sommes pas capables de faire pour nous-mêmes.

Nous aimerions qu'une souveraineté numérique tombe du ciel, que nos entreprises soient vertueuses là où nous-mêmes avons abandonné toute vertu.

Je sais bien que la moitié des adresses email à qui j'envoie cette lettre sont américaines, que ce soit gmail, yahoo ou hotmail.

Je sais bien aussi que près de 100 % des téléphones sur lesquels seront affichées ces quelques lignes utiliseront un système d'exploitation américain.

Il en va de même pour le moteur de recherche et le navigateur web que vous utilisez.

Je ne parle même pas des réseaux sociaux.

Pourtant vous savez bien au fond que toutes vos interactions sur ces machines sont exploitées pour orienter vos achats, vos votes et plus généralement vos comportements et vous passer une laisse de conformisme.

Voulez-vous que nous retrouvions notre autonomie ensemble ?

Il est à la fois simple et compliqué de vous passer de cette hégémonie américaine :

- **C'est techniquement simple** car toutes les alternatives existent, généralement un peu dégradées mais à des niveaux de qualité tout à fait acceptables...
- **Mais c'est psychologiquement compliqué** à cause de l'addiction à nos écrans, aux microstimulations perpétuelles des géants du net devenus experts en addiction et parce qu'un tel comportement a tendance à vous marginaliser.

Cela demande bien un effort important, une réadaptation qui prend du temps et se fait par étapes.

Je suis moi-même au milieu du gué.

Voulez-vous que nous réapprenions ensemble à nous passer des Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft et autres ?

Dites-moi si vous êtes intéressé en vous inscrivant ICI.

C'est un travail important et pour que cela vaille la peine, il faut que nous soyons suffisamment nombreux et pour cela, j'ai besoin de votre aide pour diffuser cette lettre et mon initiative.

Transférez la lettre à votre carnet d'adresses, partagez-la sur vos réseaux.

La Commission peut bien abandonner notre souveraineté et notre protection mais chacun d'entre nous a la possibilité de dire : *Sans moi !*

À votre bonne fortune,

Guy de La Fortelle

Sources :

[1] <https://curia.europa.eu/jcms/upload/docs/application/pdf/2020-07/cp200091fr.pdf>

[2] <https://dodsioo.defense.gov/Library/EO-12333/>

[3] <https://curia.europa.eu/jcms/upload/docs/application/pdf/2020-07/cp200091fr.pdf>

[4] <https://www.nextinpact.com/news/108781-health-data-hub-collectif-critique-choix-microsoft.htm>

Bienvenue dans le Tiers Monde, partie 31 : Les villes et les États sont en faillite sans être renfloués

par John Rubino ♦ 11 août 2020

En l'absence de presses d'impression monétaire, les villes et les États américains ont tendance à se comporter davantage comme des entités économiques normales que la plupart des nations. En d'autres termes, ils sont toujours à la limite de l'insolvabilité car les impôts ne couvrent pas les promesses, légitimes ou non, que les maires et les gouverneurs ont faites aux électeurs.

Si l'on ajoute à cela les fermetures de la covid-19 et, dans certains endroits particulièrement mal gérés, les émeutes qui se poursuivent, beaucoup, voire la plupart des villes et des États américains, sont au bord de la faillite fonctionnelle, avec des licenciements massifs d'enseignants, de flics, de bibliothécaires et de presque tous les autres types d'employés. Les ordures ne seront pas ramassées, les bibliothèques n'ouvriront pas, les appels au 911 ne seront pas pris.

Pour répéter la prédiction directrice de cette série, les villes américaines ressembleront davantage à Caracas qu'à Zurich.

Le seul espoir que les maires et les gouverneurs ont entretenu est un renflouement fédéral massif, qui s'accompagne de billions de dollars nouvellement créés pour couvrir les retraites non financées et les déficits d'exploitation permanents.

Cette perspective semblait imminente il y a quelques semaines à peine. Après tout, dans une année électorale, comment Washington peut-il permettre le carnage susmentionné ? Mais maintenant, l'imminence semble être écartée et même "l'inévitable" est remis en question. Les républicains (qui ne se soucient guère des grandes villes dirigées par l'opposition) et les démocrates (qui veulent désespérément un renflouement, mais peut-être pas autant qu'ils veulent écraser Trump en novembre) ne peuvent pas se mettre d'accord sur un nouveau plan et ont, pour l'instant du moins, renoncé à essayer.

Alors... que la descente commence. Voici quelques citations juteuses tirées d'un récent article de l'Associated Press sur le sujet :

Aucune aide fédérale ne laisse les États et les villes confrontés à de gros déficits

Les commandes de séjours à domicile au printemps, les fermetures d'entreprises et les restrictions sévères imposées aux entreprises qui ont rouvert leurs portes réduisent à néant les recettes des États et des collectivités locales. Dans un rapport de juin, Moody's Analytics a constaté que les États auraient besoin de 312 milliards de dollars supplémentaires pour équilibrer leur budget au cours des deux prochaines années, tandis que les collectivités locales auraient besoin de près de 200 milliards de dollars.

De nombreux États sont déjà en train de regarder des registres d'encre rouge. Le Texas prévoit un déficit de 4,6 milliards de dollars. En Pennsylvanie, il est de 6 milliards. Dans l'État de Washington, le déficit devrait atteindre près de 9 milliards de dollars jusqu'en 2023. Le budget de la Californie comprend plus de 11 milliards de dollars de coupes dans les collèges et universités, le système judiciaire, les programmes de logement et les salaires des travailleurs de l'État.

"Le Congrès et la Maison Blanche se sont engagés auprès des gouverneurs à ce qu'il y ait une deuxième série de mesures d'aide aux États - nous allons leur tenir tête jusqu'à ce qu'ils respectent cet engagement", a déclaré le gouverneur du New Hampshire, Chris Sununu, un républicain, dans un communiqué.

On ne sait pas quand cela pourrait se produire. Le Congrès est rentré chez lui, et le président Donald Trump a pris des mesures exécutives ce week-end pour traiter ce qui avait été un élément clé des négociations. Il a prolongé une allocation supplémentaire pour les chômeurs mais l'a réduite d'un tiers - à 400 dollars par semaine - et a dit aux États qu'ils devraient prendre en charge 25 % du coût.

"Soyons clairs sur un point : les États sont en faillite et des millions d'Américains sont au chômage, mais la solution exigeait que les États créent un nouveau programme que nous ne pouvons pas nous permettre et que nous ne savons pas comment administrer en raison de cette incertitude", a déclaré le gouverneur du New Jersey, Phil Murphy.

Les 550 collectivités locales de Caroline du Nord prévoient une baisse cumulée des recettes de 600 millions de dollars pour le prochain exercice fiscal, selon les estimations de la Ligue des municipalités de l'État.

La Chambre des représentants des États-Unis, où les démocrates détiennent la majorité, a adopté en mai un projet de loi visant à lutter contre le coronavirus, d'une valeur de plus de 3 000 milliards de dollars, dont près d'un tiers est destiné aux gouvernements des États et aux collectivités locales. Au Sénat, que les républicains contrôlent, certains sénateurs ne voulaient pas du tout d'un nouveau cycle d'aide, en partie parce qu'ils étaient préoccupés par le déficit fédéral croissant.

Mais bien sûr, en fin de compte, Washington va probablement céder et une forme de renflouement va passer. Quelques billions de dollars supplémentaires vont apparaître et la pression se déplacera des États et des villes vers le dollar lui-même.

L'élite mondiale a beaucoup plus de contrôle sur nous que la plupart des gens n'osent l'imaginer

par Michael Snyder le 18 août 2020



Quelle que soit votre position sur l'échiquier politique, vous êtes probablement d'accord pour dire que l'élite mondiale a trop de pouvoir et d'influence. On a dit que "l'argent, c'est le pouvoir", et cela semble aujourd'hui plus vrai que jamais. Ceux qui se trouvent au sommet de la pyramide dictent les règles du jeu pour le reste d'entre nous, et nous ne pouvons pas faire grand-chose à ce sujet. Lorsque nous parlons de la façon dont l'élite mondiale domine nos vies, l'accent tend à être mis sur la façon dont elle influence les gouvernements nationaux, mais la vérité est que c'est l'un des domaines où l'élite mondiale a le moins de contrôle. Je sais que cela peut paraître étrange, mais je pense que les choses seront plus claires à la fin de cet article.

Je dirais que les entreprises sont le principal véhicule que l'élite utilise pour contrôler nos vies. En fait, de nombreuses entreprises mondiales sont aujourd'hui plus grandes et plus puissantes que la plupart des gouvernements nationaux, et collectivement, le réseau d'entreprises mondiales qui domine la planète est bien plus grand et bien plus puissant que n'importe quel gouvernement national.

Il y a quelques années, une étude remarquable a été menée qui a examiné de près les relations d'interconnexion des grandes entreprises dans le monde entier. Cette étude a découvert qu'un réseau de 1 318 énormes sociétés dominait l'économie mondiale, et elle a également constaté que 147 sociétés colossales au cœur de ce réseau formaient une "super-entité" qui contrôlait 40 % de l'ensemble du réseau...

Chacun des 1318 avait des liens avec deux ou plusieurs autres sociétés, et en moyenne ils étaient connectés à 20. De plus, bien qu'elles représentent 20 % des revenus d'exploitation mondiaux, les 1318 semblent posséder collectivement, par le biais de leurs actions, la majorité des grandes entreprises de premier ordre et de fabrication du monde - l'économie "réelle" - qui représentent 60 % des revenus mondiaux.

Lorsque l'équipe a démêlé la toile de la propriété, elle a découvert qu'une grande partie de celle-ci remontait à une "super-entité" de 147 entreprises encore plus étroitement liées - toutes leurs propriétés étaient détenues par d'autres membres de la super-entité - qui contrôlaient 40 % de la richesse totale du réseau. "En fait, moins de 1 % des entreprises étaient capables de contrôler 40 % de l'ensemble du réseau", explique M. Glattfelder. La plupart étaient des institutions financières. Parmi les 20 premières, on trouvait la Barclays Bank, JPMorgan Chase & Co et le groupe Goldman Sachs.

Bien sûr, au sommet se trouvent les individus ultra-riches qui possèdent et contrôlent les gigantesques sociétés qui constituent la "super-entité".

C'est pourquoi nos grandes entreprises semblent toutes avoir les mêmes valeurs. Au sommet, leurs propriétaires sont tous liés entre eux, et il est donc presque impossible d'essayer de changer fondamentalement la culture de ces institutions gigantesques.

Beaucoup ont promu l'idée de refuser d'engager économiquement ce monstre, mais cela est devenu presque impossible. Au fil des ans, nous avons vu tant d'entreprises prometteuses se faire engloutir par cette "super-entité", et dans de nombreux cas, les clients de ces entreprises ne se rendent même pas compte qu'elles appartiennent désormais à quelqu'un d'autre.

Parce qu'elles détiennent une part de marché si importante, l'élite mondiale dicte essentiellement ce qui est produit, ce qui est vendu et ce qui est acheté.

Et si vous avez besoin d'un prêt pour acheter une maison ou pour effectuer un autre achat important, vous devez normalement passer par l'une de leurs institutions financières.

Mais bien sûr, cela ne s'arrête pas là. Les politiciens adorent parler de "création d'emplois", mais la vérité est que ce sont nos grandes entreprises qui détiennent vraiment les clés de qui travaille où.

Quand j'étais beaucoup plus jeune, j'ai clairement indiqué sur mon CV qui j'étais et ce que je croyais. Quelle grosse erreur c'était. Si vous voulez être engagé par l'élite, il faut avoir l'air de partager ses valeurs et d'être un bon petit rouage de la machine.

Et l'élite s'assure qu'elle aura une réserve infinie de "bons petits rouages" en dominant complètement et totalement notre système d'enseignement supérieur. Les collèges et les universités qui ont fait ce que l'élite souhaitait ont été absolument inondés d'argent, tandis que d'autres ont été laissés sur le bord de la route.

À ce stade, un "enseignement supérieur" sera à peu près le même où que vous alliez, et c'est extrêmement regrettable.

Une fois que nous avons quitté l'école, l'élite continue à contrôler ce que nous pensons en étant propriétaire de presque toutes les grandes entreprises de médias et de divertissement. Aujourd'hui, plus de 90 % des "informations" et des "divertissements" que nous recevons par le biais de nos télévisions sont produits par leurs colossaux empires médiatiques, et l'Américain moyen passe environ cinq heures par jour devant un téléviseur.

Si vous laissez quelqu'un alimenter votre esprit en propagande pendant cinq heures par jour, cela va avoir un impact énorme sur la façon dont vous voyez le monde.

Vous pouvez essayer de passer sur une autre chaîne que celle que vous regardez normalement, mais cela ne changera pas grand-chose.

Vous êtes-vous déjà demandé pourquoi les informations sont toujours les mêmes, quelle que soit la chaîne que vous regardez ?

Il va sans dire que cela n'arrive pas par hasard.

Dans les premières années, Internet a permis à des voix alternatives de concurrencer les grands empires médiatiques, mais cela change rapidement aujourd'hui. Parce que les entreprises géantes contrôlent désormais une grande partie d'Internet, elles peuvent faire taire les voix dissidentes en les "déplatant". Une à une, des lumières s'éteignent sur l'Internet, et finalement les seules voix qui resteront seront celles approuvées par les entreprises.

La Constitution qui régit notre pays est censée garantir la liberté d'expression. Mais les entreprises qui dominent complètement nos vies contrôlent maintenant la plupart des "places publiques" en ligne, et elles ont fait savoir très clairement qu'elles allaient dicter ce qui peut être dit et ce qui ne peut pas être dit.

Vous pouvez donc toujours sortir dans votre jardin et dire ce que vous voulez, mais à ce stade, la "liberté d'expression" est morte dans ce pays à toutes fins utiles.

Commencez-vous à comprendre le pouvoir qu'ils ont ?

Le président Trump ne peut pas contrôler ce que vous dites, mais les grandes entreprises le font tous les jours.

Et contrairement à nos politiciens, nous ne pouvons pas nous débarrasser des entreprises dans l'isolement.

Quoi qu'il arrive en novembre, l'élite mondiale va continuer à dominer notre société, mais si nous restons sur la voie qu'ils nous ont tracée, notre avenir va être extrêmement sombre.

Des voix comme la mienne continueront à essayer de réveiller les gens, mais lorsque l'autre partie dispose de ressources presque illimitées, c'est une bataille très difficile à mener.

Cependant, nous ne pouvons jamais abandonner, car tant que les entreprises appartenant à l'élite mondiale domineront complètement notre société, nous ne serons jamais vraiment libres.

Editorial. Bourses: ça y est on est dans la mania. On tond les moutons. Recrudescence de licornes. On est dans le vif du sujet.

Bruno Bertez 19 août 2020

Les Bourses sont chaudes, en chaleur, c'est le moment de les « baiser ».

Excusez ma vulgarité, je ne fais que rapporter .

Le S&P 500 flirte avec un nouveau record depuis quelques jours.

Mardi, l'indice de référence américain a établi un nouveau record à 3389,78. Il a comblé sa chute de 34% en quelques mois seulement.

Le fait que le Nasdaq en ait été la locomotive des marchés est normal, il n'y aucune raison que les marchés changent de chevaux puisqu'une nouvelle règle du jeu ne s'est pas manifestée; **on est reparti sur les bases de la hausse antérieure.** Le point fort de l'économie américaine n'a pas changé, ce sont les technos et les GAFAM. On a simplement ajouté les biotechnologies et l'emploi à domicile. Quand on joue les concepts comme on le fait en ce moment c'est que ça y est, on est au coeur de la mania. Un concept, cela n'a pas de prix.

La croissance est rare , donc elle est chère.

Je vous rappelle , juste pour la gloriole que j'ai été l'un des rares commentateurs à affirmer et réaffirmer sur mon service et sur Agora que la pandémie n'allait pas provoquer l'éclatement de la bulle, et qu'au contraire elle allait repartir de plus belle. J'ai insisté et j'ai diffusé cette affirmation à plusieurs reprises.

Pourquoi cette certitude? Ce n'était pas une prévision mais une simple lecture du présent, Le mécanisme bullaire restait en place.

Parce que le mécanisme qui permet le gonflement des bulles, c'est le ro-ro, le risk-on risk-off.

Il maintient l'argent dans les marchés. Il fait que quand le risque se manifeste, on vend le risque et on achète le sans-risque, les actifs sans risque c'est à dire que les taux des fonds d'état chutent, les valeurs des fonds d'état montent , et c'est un phénomène rééquilibrant . La demande de fonds d'état permet d'en créer plus, de créer plus de base money, ce qui fournit la base de la reflation du marché.

Les choses se sont passées exactement comme je ne cesse de le décrire. **La pompe à gonfler les hernies boursières fonctionne bien et cette pompe c'est le ro-ro.**

Tant que l'argent restera piégé dans le ro-ro, le système tiendra; la chute ne peut se faire que si le ro-ro arrête de fonctionner c'est à dire si le couple banque centrale /gouvernement ne peut plus reflater c'est à dire si il y a révolusion sur les emprunts d'état et fuite de la monnaie hors des actifs papiers.

Bref tant que la demande de fonds d'état subsistera, la mécanique de reflation et de soutien des bourses fonctionnera. Le schéma est maintenant bien connu;

-chute des bourses,

-forte chute des taux sur les actifs sans risque,

-injection et rachats d'actifs par la banque centrale et le gouvernement,

-puis stabilisation et

-finalement la faible rémunération des actifs sans risque re-provoque l'arbitrage en faveur du risque ce qui fait remonter les bourses..

Ah les braves gens!

Les valeurs technologiques sont entrées en territoire inconnu au début de juin.

Le vrai fait nouveau ce n'est pas le Réel: c'est la prise de conscience par les opérateurs, par le public, par les garçons de café, par les Robin Hood de cette réalité: il n'y a qu'à mettre. Il n'y a qu'un sens; nous sommes à nouveau dans la situation de la telcom mania, ... mais en plus grave car:

- les autorités ne peuvent absolument pas prendre le risque de calmer le jeu

- la masse de pognon qui circule dans le monde est considérablement plus importante , elle a cru exponentiellement.

- le cynisme des opérateurs est beaucoup plus grand , il est alimenté par la certitude que c'est la fin cela ne saurait durer, alors il faut en profiter

- le délitement de la morale et l'absence de leadership créent une ambiance de fin de règne ou tout est permis.

Pour résumer; la hausse spéculative se fait sans scrupules, c'est un pillage.

Tous les symptômes de la mania sont là!

À 11399,03, le [Nasdaq 100](#) a clôturé à un [sommet historique](#) hier soir. Mesuré par rapport au début d'année, le baromètre de l'industrie montre une augmentation de près de 31%:

S&P 500

■ S&P 500 ■ Nasdaq 100 ■ Dow Jones Industrial ■ Russell 2000



Werte für Nasdaq 100, Dow Jones und Russell 2000 sind angeglichen – Quelle: S&P Global, themarket.ch

Bien sûr, les marchés sont toujours tournés vers l'avenir et ils capitalisent un flux de revenus long, très long, **Néanmoins, les cours à ce niveau anticipent un scénario de perfection ... dans le malheur.**

Je m'explique: comme ce sont les crises qui sont les causes des hausses boursières par la nécessité qu'elles créent d'injecter de la monnaie tombée du ciel et du crédit gratuit, alors il faut souhaiter que jamais la situation ne s'améliore. Si elle s'améliorait, la croissance repartirait, l'argent aurait d'autres emplois que les emplois spéculatifs, la hausse des prix re-ferait surface, les taux d'intérêt monteraient ... les indices boursiers seraient

mécaniquement fracassés. Entraînant dans leur chute tout le secteur bancaire et shadow lequel est surendetté et ne peut supporter une chute de la valeur de ses actifs . Les actifs ne l'oubliez pas ce sont les collatéraux qui garantissent les dettes.

Donc vivent les crises!

Elles empêchent l'inflation des prix à la consommation de repartir, elles rendent désirables les fonds d'état et les liquidités, elles maintiennent les taux bas et finalement ce sont elles qui, tout en détruisant l'actif de l'économie mondiale valorisent et sur-valorisent les passifs. Mécanisme de la Hausse de Misère que je décris depuis 2009.

Ni le risque d'une deuxième vague d'infections, ni une nouvelle escalade de la guerre commerciale ou une récession prolongée ne semblent concerner la «bourse du Téflon».

Cela se reflète dans les évaluations. Sur la base des estimations des analystes pour les douze prochains mois, le S&P 500 se négocie à un ratio cours-bénéfice de 24 X- la valeur la plus élevée depuis 2000. A titre de comparaison: la moyenne des dix dernières années est d'environ 16X selon le service de données S&P Global.

La situation est encore plus extrême pour le Nasdaq 100, pour lequel le rapport P / E est de 32X ; bien au-dessus de la moyenne décennale de 19X

Bewertungen

Kurs-Gewinn-Verhältnis für nächste zwölf Monate

— S&P 500 — Nasdaq 100



Quelle: S&P Global, themarket.ch

Vous pouvez également observer d'étranges mouvements de prix significatifs des manias.

Les actions de **Tesla**, par exemple, « ont progressé de plus de 37% en sept jours de bourse depuis l'annonce d'une division du titre à un ratio de 5: 1 – ce qui ne change fondamentalement rien si vous pliez un papier cinq fois, vous avez toujours le même papier en main ».

Apple semble également prévoir la division à venir des actions à venir et puis les chiffres trimestriels sont meilleurs que prévu .

La spéculation quant à la prochaine entreprise qui réduira la valeur nominale de ses actions est devenue le sujet chaud à Wall Street. Le titre suivant, presque ironique, d'un article du dernier numéro de « Barron's » est frappant: « Comment jouer à Stock-Split Mania », titre le magazine américain .



How to Play Stock-Split Mania

Apple and Tesla recently announced stock splits. Stock in both firms promptly rallied roughly 20%. After those big gains investors can expect more companies, with big stock prices, to follow suit..

Dans ce contexte, de mauvais souvenirs de l'euphorie dot-com de la fin des années 1990 s'imposent à l'esprit. La seule perspective d'une division des titres peut déclencher un feu d'artifice des cours.

Qualcomm fut un excellent exemple de comportement irrationnel à l'époque. Le spécialiste des puces de communication de San Diego avait annoncé une division dans le rapport de 4: 1 vers la fin du mois de décembre , le prix a augmenté massivement en quelques jours. Lors de la séance de bourse du 29 décembre uniquement, deux jours avant la clôture, les actions ont augmenté de près de 30%

Qualcomm

Aktienkurs, in \$



Ankündigung des Aktiensplit: 20. Dezember / Vollzug: 31. Dezember – Quelle: S&P Global, themarket.ch

La fin de cette histoire est bien connue: le 10 mars 2000 – moins de trois mois plus tard – la bulle monstre a éclaté dans le secteur de la technologie. Le Nasdaq a chuté de 83%.

Les start-up de la Silicon Valley veulent utiliser l'optimisme qui prévaut actuellement sur les marchés pour une introduction en bourse.

Dans le numéro d'aujourd'hui, «The Pulse» se penche donc sur les dernières tendances de la scène IPO.

Boom sur le marché boursier: Les actions des nouveaux arrivants en bourse ont connu une forte hausse; **l'IPO ETF du courtier Renaissance Capital, qui comprend une quarantaine de valeurs, a gagné plus de 40% depuis début janvier.** Avec cela, il fait mieux que le Nasdaq 100.

Renaissance IPO ETF

Performance seit Anfang Jahr, in %

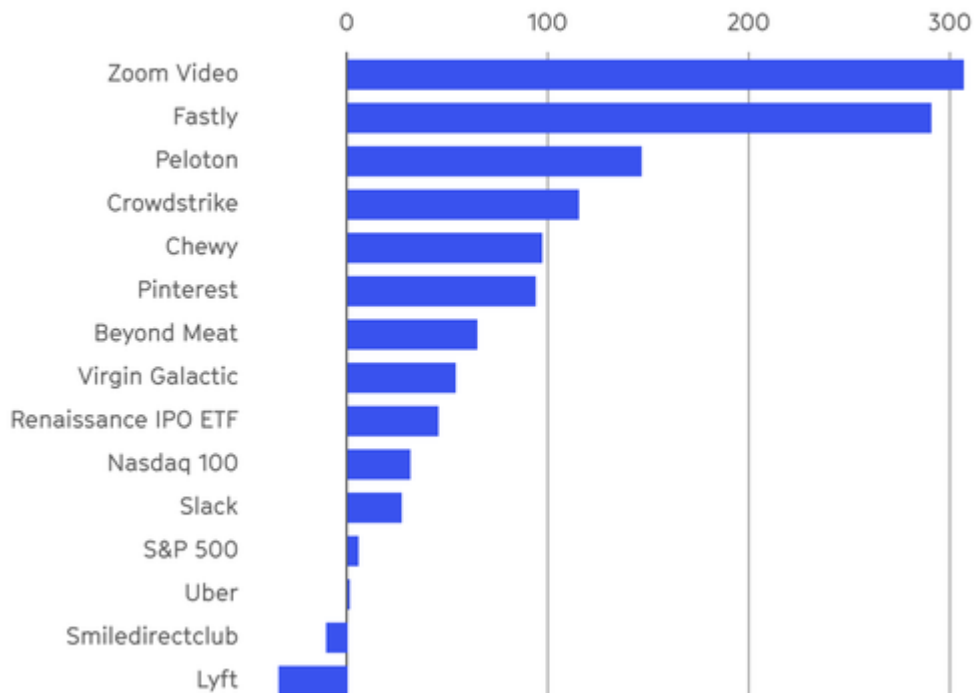


Quelle: S&P Global, themarket.ch

La folie des IPO bidons.

Kursentwicklung seit Anfang Jahr

in %



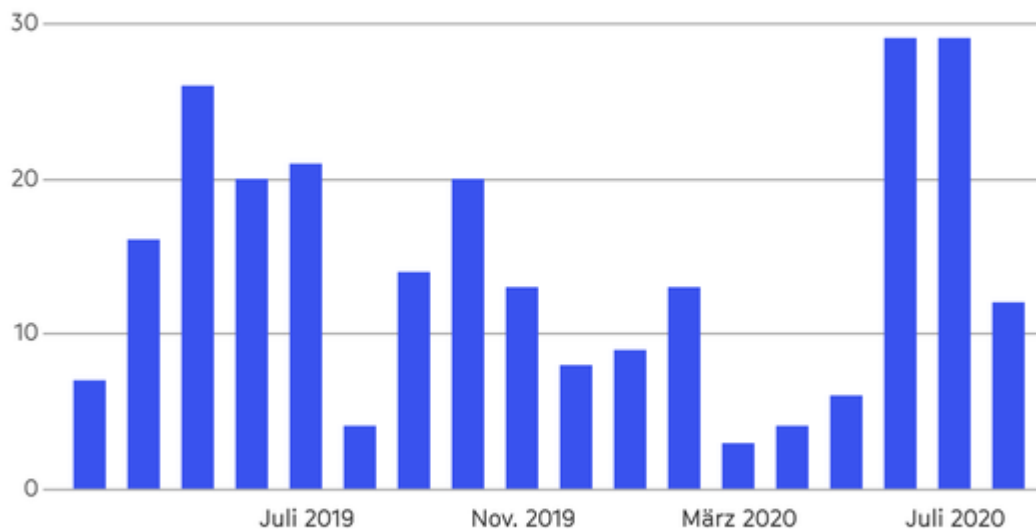
Quelle: S&P Global, themarket.ch

Les introductions en bourse dans les biotechnologies battent des records.

Comme toujours en août, l'activité des introductions en bourse s'est quelque peu ralentie au cours des dernières semaines. Cette année, cependant, 105 entreprises aux États-Unis ont déjà osé entrer en bourse. Le nombre total d'IPO de 2019 a déjà été égalé.

Anzahl IPOs an den US-Börsen

pro Monat



Wert für August 2020 per 16.8. – Quelle: Renaissance Capital, themarket.ch

Le marché des introductions en bourse a explosé. Le volume total des opérations pour la période considérée était de 15,1 milliards de dollars. Il s'agit de la valeur la plus élevée depuis des années, à l'exception du deuxième trimestre de 2019, lorsque les trois poids lourds de la scène startup – Uber, Slack et Pinterest – se sont ouverts au public. Cette année.

Les introductions en bourse du secteur biotechnologique sont particulièrement appréciées.

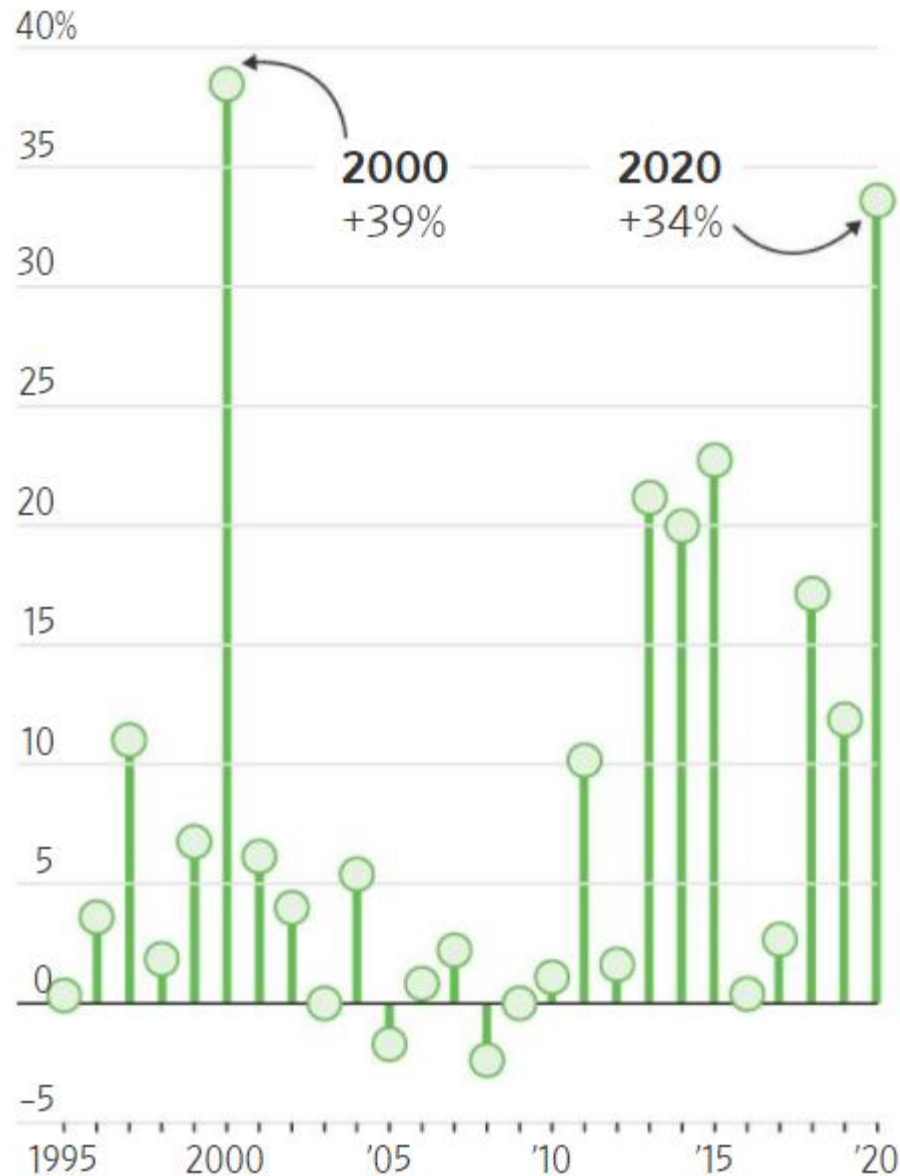
L'enthousiasme pour les jeunes entreprises de biotechnologie est lié notamment à la pandémie et à l'effort mondial qui fait l'objet de recherches sur les médicaments contre Covid-19.

Selon le Wall Street Journal, l'industrie a levé plus de 9,4 milliards de dollars sur le marché des introductions en bourse depuis le début de l'année. Le volume a déjà dépassé le record précédent de 6,5 milliards de dollars par rapport à 2018 dans son ensemble.

En moyenne, les actions des sociétés de biotechnologie ont monté de 34% le premier jour de négociation. C'est la « IPO Pop » la plus forte depuis le boom technologique en 2000:

Les performances du premier jour de cotation:

Average first-day performance of U.S.-listed biotech IPOs



Note: Through Aug. 7 each year

Source: Dealogic

Les candidats à l'introduction en bourse se positionnent. Diverses licornes de la Silicon Valley souhaitent profiter de l'appétit croissant pour le risque/jeu sur les marchés. Airbnb en fait partie. C'est une grosse affaire, une énorme escroquerie à plusieurs dizaines de Milliards.

Éditorial: venez découvrir la nouvelle rationalité. L'exubérance est rationnelle.

Bruno Bertez 19 août 2020

Cet article n'est pas un article boursier, il est éminemment politique; radicalement politique.

Nous venons de connaître la plus grande « frénésie de 100 jours » de l'histoire de l'indice S&P 500.

L'indice s'est envolé de 50,8% au cours des 100 séances de cotations depuis son plus bas du 23 mars.

Ceux qui rêvaient d'un nouveau test des plus bas se sont trompés, il n'était pas possible de prendre le risque d'un nouveau test, il a fallu rapidement s'éloigner des zones dangereuses, il a fallu comme on dit « embarquer les marchés. Une fois embarqués, avec le vent spéculatif, tout s'est envolé, mais il fallait d'abord embarquer.

2020 est l'année de nombreux records, certains bons et d'autres mauvais. Mauvais au plan économique et bons au plan financier.

Nous avons maintenant le meilleur rallye boursier de 100 jours de tous les temps. Seule la montée en flèche de 45,9% de 100 jours du S&P se terminant en juillet 2009 s'en approche. La grande majorité des rallyes précédents n'ont pas réussi à franchir les 30%.

Le rallye de 2009 a débuté lui aussi en Mars -tiens tiens!- lorsque les autorités affolées ont accepté de modifier les règles comptables FASB 157 afin de permettre aux établissements financiers de ne plus inventorier leurs actifs au prix du marché mais au prix qui leur convenait pour rester en vie. Ce que l'on a appelé Mark to Fantasy.

Depuis cette décision qui fut imposée par le Congrès américain et concrétisée quelques jours plus tard en Avril, nous sommes entrés dans un monde imaginaire, le monde d'Enron, ou la notion de juste prix a disparu et est remplacée par la notion de prix de convenance, c'est à dire au sens fort de prix qui convient.

On a décidé de rajouter des zéros dans les livres de comptes. Certains ont même cru que cela allait changer quelque chose dans le monde!

Comme la grande décision de 1971 de des-ancrage du dollar ce ne fut pas une décision choisie, elle s'est imposée pour éviter la catastrophe. Elle a été imposée comme celle de 1971 par la détérioration de la situation fondamentale du système; on n'a plus été capable de respecter les règles du jeu, on a du les changer, on a du abandonner les principes de saine gestion.

Toute l'histoire depuis la fin des années 60 et le début des années 70 est celle d'une dégringolade, on dévale la pente de la facilité, de la tromperie sur la substance des choses et singulièrement sur la substance des choses monétaires et financières.

J'insiste car c'est une décision et une date importantes, d'une importance qui va bien au delà du trucage comptable; le changement implique que si la Valeur, n'est plus le juste prix du marché alors quelqu'un d'autre que le marché doit garantir cette Valeur. Personne n'y a pensé, sauf moi et peut être le commentateur Paul Jorion qui avait saisi l'importance de la règle et de la décision de la modifier. Nous sommes selon moi entrés doublement dans le monde de la fantaisie, dans le monde de l'imaginaire, dans le monde des faussaires.

En fait ce fut une sorte de révolution économique; le marginalisme avait inauguré l'économie moderne en proclamant que la Valeur en fait c'est le prix qu'un marché acceptait de payer. La Valeur dans son niveau absolu est indéterminée, personne ne la connaît mais ses variations sont causées par les fluctuations de l'offre et de la demande. C'était le fondement de l'économie de marché.

Nous sommes sortis de l'économie de marché. L'ironie est que nous convergeons vers le système chinois auquel nous reprochons de ne pas être une économie de marché!

La Valeur ce n'est plus qui résulte du libre jeu de l'offre et de la demande, c'est ce qui est jugé convenable d'abord par celui qui la détient et ensuite par les autorités monétaires centrales. Cette conception de la Valeur est contagieuse, j'entends par là que jour après jour elle contamine toute l'économie avec la prolifération des zombies, des fausses valeurs et des valeurs cronys.

Nous sommes sortis de l'économie classique de marché, nous sommes entrés dans un nouveau système que personne ne qualifie mais que j'épingle comme « système capitaliste monopolistique d'état , de copains et coquins et de banques centrales réunis »:

1-les actifs au bilan sont inventoriés selon les valeurs de convenance au sens de valeurs qui conviennent au maintien en vie du système

2-*ipso facto* cette décision implique que la Fed est seule à pouvoir les garantir puisque le marché ne les garantit pas. Et c'est ce que nous constatons à chaque accès de faiblesse et de relâchement de l'appétit pour le jeu.

3-les taux d'intérêt ne peuvent plus jamais remonter car si ils en avaient la velleité, les marchés achèteraient les actifs nouveaux qui rapportent plus et dévaloriseraient les actifs anciens qui rapportent moins.

4-tous les prix de proche en proche du système deviennent faux, inadéquats car l'allocation des ressources est totalement faussée et on ne peut plus découvrir les vrais prix et donc les vraies utilités.

5-les entreprises ne peuvent plus investir de façon productive car les signaux sont faussés et elles le savent, la spéculation est plus rentable et moins risquée que l'équipement productif. Les gains de productivité ralentissent.

On nous dit que l'exubérance boursière est irrationnelle, c'est une grave erreur, elle est très rationnelle car elle a compris que les autorités ont brûlé les navires, qu'elles ne peuvent retourner en arrière et que la rationalité actuelle est parfaitement adaptée à la situation. La rationalité a cessé d'être économique, elle est purement monétaire. Ou plus exactement systémique au sens où cette rationalité ne se comprend que comme volonté de faire durer le système coûte que coûte.

La rationalité ancienne était en fonction du réel, la rationalité nouvelle a fait ce qu'il fallait qu'elle fasse, elle est passée à l'intérieur de la bouteille, elle a intégré l'Imaginaire.

Nous sommes bien entrés dans la bouteille, dans l'imaginaire post 2008; celui qui fait que plus jamais nous ne pourrions réintégrer le monde réel, le monde normal.

Plus le cycle long du crédit dure, et il dure depuis 1945, plus il est étiré, plus il est artificiel, plus il est pourri et plus les valeurs qui sont dans les bilans sont fausses, intenables en terme de marché, il faut que les béquilles de la Fed continuent de le soutenir.

Ma conclusion terrible est la suivante , nous avons eu un exemple de système où tout était faux, inadapté, désajusté, rationné, ce système c'était l'Union Soviétique. Nous sommes entrés dans cette logique.

La valeur n'est jamais fixée par les hommes fussent-ils des démiurges, elle n'est fixée que par un processus de naissance, de confrontation, de magie d'alchimie sociale, la valeur est sociale, nul n'en est détenteur, c'est presque la seule vérité du Savoir économique.

La réalité est que l'économie est en très, très mauvais état. L'idée que nous allons rebondir avec toute cette demande refoulée, stockée est absurde. Nous sommes en phase de récupération, c'est vrai , mais si vous tombez dans un trou de 5 mètres et que vous remontez de 3 , vous êtes toujours à 2 mètres de la surface.

Nous n'allons pas revoir les niveaux de production de 2019 avant 2023 au plus tôt. Nous n'allons pas voir les taux de chômage de 2019 avant probablement 2025. Nous n'y reviendrons pas avant trois, quatre ou peut-être cinq ans. La reprise sera lente , très lente .

Grace à cette lenteur de la reprise, la Bourse a encore de beaux jours devant elle.

Exubérance rationnelle

Brian Maher 17 aout 2020



Nous remettons notre casquette - à contrecœur mais avec courtoisie - à Jerome H. Powell et à ses compagnons.

Car ils ont facilité la plus grande fête de 100 jours de l'histoire du S&P...

L'indice a piétiné 50,8% sur les 100 séances de bourse depuis son plus bas niveau du 23 mars.

Ryan Detrick, stratège en chef des marchés financiers de LPL, hissant une flûte de champagne :

2020 est une année qui établit de nombreux records, certains bons, d'autres mauvais, et nous avons maintenant le meilleur rallye de 100 jours jamais enregistré.

Seule la hausse de 45,9 % du S&P sur 100 jours, qui s'est terminée en juillet 2009, s'en approche. La grande majorité des rallyes précédents n'ont pas réussi à dépasser les 30 %.

Mais quelle est la prochaine étape ? Où l'histoire indique-t-elle que le S&P pourrait s'échanger dans 12 mois ?

Nous vous présentons les choix suivants :

A) : -11.6%

B) : -3.9%

C) : +4.7%

D) : +9.4%

Mais le diable est en nous aujourd'hui. Puisque nous sommes dans un tel état d'esprit malicieux, ajoutons une cinquième option :

E) : 0%

Autrement dit, le S&P terminera les 12 mois exactement là où il a commencé les 12 mois.

La réponse vous sera donnée sous peu. Nous nous concentrons d'abord sur la fin du S&P aujourd'hui.

La réponse est + 0,27 %, soit un gain de 9 points.

Le Dow Jones a en fait perdu 86 points aujourd'hui. Mais le Nasdaq a repris le relais avec une avance de 110 points.

L'or, pendant ce temps, a fait une bonne partie de la semaine dernière... avec 44,20 \$ d'avance aujourd'hui.

L'or de Barrick en particulier a fait un bond de 11,70%. Barrick a reçu un vent très favorable, un vent venant d'Omaha, Nebraska...

Le Berkshire Hathaway de M. Warren Buffett a acheté près de 21 millions d'actions de Barrick.

Pourtant, M. Buffett s'est moqué, ridiculisé et calomnié l'or à plusieurs reprises.

Il a affirmé que l'or n'avait aucune utilité. Les hommes le creusent dans la terre pour ensuite l'enterrer dans des voûtes.

Il est bien plus rentable de parier sur l'Amérique que sur l'or, a fait valoir le sage Omaha :

"Le métal magique n'était pas à la hauteur du courage américain."

Mais M. Buffett a acheté 21 millions d'actions d'un titre aurifère.

Pense-t-il maintenant que le métal magique est à la hauteur du courage américain ?

Nous ne le savons pas, bien sûr. Pourtant, son investissement dans l'or a fait voler en éclats les pigeoniers... et a fait sourciller. Les nôtres en font partie.

Mais pour revenir à la question centrale d'aujourd'hui...

Où l'histoire indique-t-elle que le S&P pourrait s'échanger dans 12 mois ?

Encore une fois, ce sont vos choix :

A) : -11.6%

B) : -3.9%

C) : +4.7%

D) : +9.4%

E) : 0%

Nous vous avons tenu suspendu assez longtemps...

La réponse est D - +9,4%.

En moyenne - la phrase est nécessaire - le S&P gagne 9,4 % dans l'année qui suit un rallye de 22 % ou plus sur 100 jours.

Sa dernière remontée sur 100 jours, rappelons-le, est de 50,8 %.

Pouvez-vous donc vous attendre à ce que le S&P se négocie à 9,4 % de plus dans un an à partir d'aujourd'hui ?

Une question tendancieuse, pour en être certain. Les boules de cristal ont-elles déjà été plus troubles ?

Voici quelques-unes des questions, les questions sans réponse, qui enveloppent l'avenir dans le brouillard...

Quand les autorités vont-elles libérer l'économie américaine de prison ?

Combien d'entreprises libérées rouvriront effectivement leurs portes ?

Une deuxième vague du virus va-t-elle déferler sur les côtes ? Serait-elle plus meurtrière que la première - comme la deuxième vague de la grippe espagnole de 1918 s'est avérée plus meurtrière que la première ?

Les chercheurs vont-ils créer un vaccin efficace ?

Qui gagnera les élections ? Si ce n'est pas le président sortant, quelles sont les réglementations en matière d'exploitation du marché qui pourraient attendre ?

Le parti de l'âne s'emparera-t-il également de la Chambre et du Sénat ? Quelles autres réglementations sur l'exploitation du marché pourraient attendre si c'est le cas ?

Le marché boursier - dont le prix est actuellement fixé en fonction de la perfection - semble avoir des réponses très positives à ces questions.

La manière dont elle a acquis ces connaissances reste pour nous assez vague. Nos agents nous envoient un délire de spéculation inquiétant.

Ce que le marché boursier projette plutôt - nous le risquons - ce sont des billions de liquidités futures de la banque centrale. Et pour une excellente raison.

Elle les recevra probablement.

Une exubérance irrationnelle ?

Au contraire, c'est de l'exubérance rationnelle...

Ci-dessous, Jim Rickards vous montre pourquoi les perspectives économiques ne soutiennent pas la foi apparente du marché boursier en l'avenir. Si vous vous attendez à une deuxième vague du virus, lisez ce qui suit.

Le "prêt relais" américain est en hausse

Jim Rickards 17 août 2020



Une grande partie de la réponse politique à la pandémie COVID-19 était basée sur la conviction que celle-ci serait rapidement terminée. De mars à mai, nous avons vu de grosses dépenses de plusieurs billions de dollars. La Fed a fait passer son bilan d'environ 3,8 billions de dollars à environ 7 billions de dollars. (Au fait, je peux facilement imaginer certains scénarios où elle passerait à 10 000 milliards de dollars).

Mais tout cela a été fait comme une sorte de prêt relais pour nous permettre de passer d'avril à juillet. En avril, on s'attendait à ce qu'en juillet, la pandémie soit sous contrôle, à ce que nous puissions rouvrir l'économie, à ce que la reprise soit en forme de V, et à ce que tout se passe bien avant les élections. Cela ne s'est pas avéré être le cas.

Nous voici à la mi-août. Le virus a fait une flambée dans plusieurs États, qui ont renforcé leurs restrictions dans de nombreux cas. Mais les programmes d'aide ont en grande partie pris fin.

Le Congrès est en train de débattre d'un autre plan de sauvetage, mais il n'y a pas de consensus. Cela pourrait arriver. Mais pour l'instant, il n'y a pas de terrain d'entente entre les démocrates et les républicains. Et c'est important parce que si vous revenez à l'analogie du prêt relais, nous allons avoir besoin d'un autre pour maintenir l'économie et la bourse à flot si les blocages continuent.

Nous sommes maintenant confrontés à une deuxième vague de licenciements. Beaucoup de personnes qui auraient été licenciées en avril ont été maintenues sur le marché du travail jusqu'à, disons, la fin du mois de juillet. Mais il n'y a plus de plan de protection des salaires. Tous les licenciements qui auraient eu lieu en avril vont donc avoir lieu en août.

En septembre prochain, lorsque nous recevrons le rapport sur l'emploi d'août, nous pourrions assister à une véritable détérioration de l'emploi, d'après ce que je décris.

Nous devons également être conscients de la possibilité réelle d'une deuxième vague d'infections par COVID-19.

Nous avons beaucoup entendu parler de la deuxième vague. Nous voyons d'énormes épidémies à Los Angeles, par exemple. La Californie est passée d'environ 4 000 morts à plus de 10 000 aujourd'hui. Elle a dépassé le Massachusetts, qui était troisième sur la liste. Aujourd'hui, le Massachusetts est sixième, mais le Texas et la Floride arrivent en tête, respectivement quatrième et cinquième.

Mais ce n'est pas une deuxième vague. C'est juste une extension de la première.

Pour voir pourquoi, entrons un peu dans la science médicale. Le virus a commencé à Wuhan, en Chine. Mais il s'est propagé dans deux directions. Il est arrivé à l'est où il y a eu une première épidémie en Californie et dans l'État de Washington. Mais le virus est également parti de la Chine vers l'ouest, en Italie. Pourquoi l'Italie ?

C'était la semaine de la mode en février et les Chinois sont essentiellement propriétaires de l'industrie de la mode. Des dizaines de milliers de Chinois se sont donc rendus à Milan pour la Semaine de la mode. En Italie, le virus a muté et est devenu plus contagieux. Pas plus mortel. Le taux de mortalité n'a pas augmenté, mais le taux de contagion a augmenté. Le nombre de décès a augmenté, mais seulement parce que le nombre d'infections a augmenté. La souche italienne, appelons-la ainsi, est alors arrivée à New York.

New York était l'épicentre, le point chaud de tout le pays, tandis que la Californie semblait se porter plutôt bien. On supposait que le gouverneur californien Gavin Newsom faisait tout bien et que le gouverneur Andrew Cuomo devait faire tout mal.

Cuomo a fait beaucoup d'erreurs, cela ne fait aucun doute, mais ce n'était pas la différence. La différence, c'est que la souche initiale en Californie était moins contagieuse que celle qui a frappé New York.

Aujourd'hui, deux mois plus tard, la souche italienne, qui a frappé New York, s'est répandue dans le reste du pays. Ce n'est pas seulement une question de politique publique, de gouverneurs intelligents contre des gouverneurs incompetents. C'est la Californie qui est touchée par la souche italienne qui a frappé New York en mars.

C'est pourquoi le taux californien est en hausse. Mais rien de tout cela n'est une véritable seconde vague comme le comprennent les virologistes et les épidémiologistes. C'est vraiment la première vague avec des différences de calendrier.

Une véritable deuxième vague se produit lorsque le virus est effectivement sous contrôle et que le nombre de cas diminue partout. Ensuite, quatre, cinq ou six mois passent et le virus revient, plus mortel et plus contagieux qu'auparavant.

C'est ce qui s'est passé lors de la grippe espagnole de 1918. Il y a eu une grave épidémie avec de nombreux décès en mars 1918, mais le plus grand nombre de décès est survenu en octobre après que l'épidémie initiale se soit calmée.

Un calme relatif s'est installé en mai et juin, mais la situation a ensuite commencé à revenir. En octobre, la situation était si grave que les corps s'empilaient dans les rues comme du bois de corde. Il y avait tellement de corps qu'ils ne savaient pas quoi en faire.

Voilà à quoi pourrait ressembler une deuxième vague. Nous pourrions voir une véritable deuxième vague basée sur une mutation qui pourrait se produire cet automne et cet hiver.

Le plus gros problème est qu'il y a de bonnes preuves que les verrouillages ne fonctionnent pas. Le taux de mortalité dans les pays où le confinement est sévère n'est pas sensiblement meilleur que dans certains pays qui ne sont pas totalement confinés.

Si vous êtes sur une île et que vous ne laissez entrer aucun bateau ou avion, alors peut-être que cela fonctionne. Mais la société serait littéralement paralysée. Vous détruiriez littéralement la plus grande économie du monde et l'économie mondiale. Ce n'est pas une option viable.

Certaines restrictions ont du sens. Peut-être que nous n'assistons pas à de grands rassemblements pendant un certain temps. Mais aller plus loin et fermer tous les salons de manucure, barbiers, coiffeurs, pizzerias, teintureries, etc. d'un océan à l'autre est une toute autre chose.

Les petites et moyennes entreprises représentent 45 % du PIB et près de 50 % des emplois. Quand vous commencez à fermer ces entreprises, vous arrêtez l'économie. Et cela n'a jamais été nécessaire. Cela n'a jamais pu arrêter le problème. Si nous avions fait preuve de bon sens tout en laissant une grande partie de l'économie ouverte, nous aurions probablement été en bien meilleure forme.

Il y a l'ancienne règle du 90/10, où vous pouvez obtenir 90 % des bénéfices pour 10 % du coût. Ce n'est pas ce que nous avons fait. Nous avons essayé d'obtenir une prestation de 100 %, mais le coût était de 100 % de l'économie, ou presque.

La réalité est que l'économie est en très mauvais état. L'idée que nous allons nous en sortir avec toute cette demande repliée est absurde. Les données indiquent déjà que nous sommes dans une phase de reprise, oui. Mais si vous tombez dans un trou de 15 mètres et que vous montez de 10 pieds, vous êtes encore à 15 mètres dans le trou.

Nous ne verrons pas les niveaux de production de 2019 avant 2023 au plus tôt. Nous ne verrons pas de faibles niveaux de chômage en 2019 avant 2025 probablement. Nous n'y reviendrons pas avant trois ou quatre ou peut-être cinq ans. Nous nous attendons donc à une reprise lente et longue.

Et ce, si les choses n'empirent pas à partir de maintenant. Mais elles pourraient l'être, surtout si nous avons une deuxième vague meurtrière.

Nous sommes sortis du trou sur 3 mètres. Malheureusement, nous pourrions nous retrouver au fond avant longtemps.

Et il nous faudrait encore plus de temps pour remonter jusqu'aux niveaux de 2019.

L'Empire va riposter : La suprématie du dollar est le mandat impérial de la Fed

Charles Hugh Smith Mardi 18 août 2020



"The Federal Reserve is now the ultimate power in the Universe."

Le paradoxe de Triffin exige des compromis douloureux pour émettre une monnaie de réserve, et il exige que la banque centrale émettrice serve deux publics et marchés concurrents.

À en juger par les gros titres et les bavardages des experts, le dollar américain est sur le point de glisser directement à zéro. Ce sentiment de certitude est intéressant, étant donné qu'aucun empire n'a prospéré en dévaluant sa monnaie. La dévaluation de la monnaie est plutôt une voie sûre vers la dissolution et l'effondrement de l'empire. Cette dynamique - la dévaluation mène au déclin et à l'effondrement - n'est pas exactement un secret.

Ainsi, ce que tous ceux qui proclament la mort du dollar disent, c'est que le projet impérial choisit consciemment le suicide, tout cela pour stimuler le marché boursier américain qui n'est plus guère qu'un mécanisme de signalisation et un moyen d'accélérer l'inégalité des richesses, puisque la classe des milliardaires et les aspirants-milliardaires qui se trouvent dans le top 0,01 % sont les principaux gagnants alors que les actions atteignent de nouveaux sommets.

(Rappelons que l'économie américaine est mieux décrite comme "tout va et les gagnants prennent le plus"). Pour aller plus loin, ceux qui prédisent l'effondrement du dollar américain prédisent que non seulement l'Empire choisira le suicide, mais aussi les milliardaires, car que vaudra leur fortune si le dollar tombe à zéro ?

La foule des morts du dollar américain (et c'est une foule) présente la disparition comme ordonnée par une force mystérieuse, comme si l'Empire n'avait pas la volonté ou le pouvoir de résister à l'inévitable glissement vers zéro. Le géant impuissant ne peut que regarder la Réserve fédérale débaucher le dollar pour relancer les actions et faire flotter les montagnes de dettes nécessaires pour empêcher l'économie américaine d'imploser.

La foule du dollar semble également ignorer le fait gênant que tous les autres émetteurs de monnaie fiduciaire sont occupés à débaucher leur monnaie, également par les mêmes mécanismes : l'impression numérique sans fin de la nouvelle monnaie, distribuée à des financiers et des sociétés déjà très riches. (Les serfs de la dette peuvent "se sauver" en empruntant davantage, héhé).

Nous avons compris : l'impression numérique de billions de dollars en excès de la productivité réelle finit par détruire le pouvoir d'achat de la monnaie sur-émise. Nous comprenons également la nécessité de maintenir les taux d'intérêt à un niveau proche de zéro afin que les gouvernements puissent financer des billions de dollars de relance et autres cadeaux, des milliards pour les milliardaires et un peu de pain et de cerise sur le gâteau pour les serfs de la dette.

Mais ce n'est pas la liste complète des dynamiques en jeu. La demande de monnaie repose sur un certain nombre de facteurs : le rendement (le taux d'intérêt payé par la banque centrale émettrice) en est un, le montant de la dette mondiale libellée dans la monnaie en est un autre et les exigences du commerce mondial en sont un troisième.

En fin de compte, chaque monnaie est un contrat dérivé sur la résilience, l'adaptabilité et la capacité d'innovation de son économie. Chaque monnaie est une construction sociale qui reflète la sécurité des contrats sociaux au sein de l'économie émettrice, et la sécurité perçue de la monnaie sur le marché mondial.

Les deux sont liés, bien sûr, mais ils sont aussi en conflit. C'est le paradoxe de Triffin, dont j'ai parlé pendant des années. En bref, le paradoxe est que chaque banque centrale ayant un rôle mondial aussi bien qu'un rôle national sert deux publics concurrents : l'économie nationale et l'économie mondiale.

Il n'y a pas moyen de servir les deux. Les exportateurs nationaux veulent une monnaie plus faible, tandis que les propriétaires étrangers veulent une monnaie plus forte.

Comprendre le "privilège exorbitant" du dollar américain (19 novembre 2012)

La Réserve fédérale, les taux d'intérêt et le paradoxe de Triffin (19 novembre 2015)

Le dollar augmente pour la même raison que tout ce qui augmente : la rareté et la demande. Si la Fed émet trop de dollars, la valeur de la rareté diminue. Si des emprunteurs étrangers contractent des emprunts libellés en USD, la demande augmente car le service de la dette doit être assuré et finalement remboursé en USD.

Les mandats de la Fed qui sont constamment répétés concernent l'économie domestique : maintenir le contrôle de l'inflation (Boucle d'or : ni trop chaud, ni trop froid) et de l'emploi domestique (si le chômage monte en flèche et que les salaires chutent, les serfs de la dette pourraient se révolter).

Mais le seul mandat de contrôle de la Fed est de maintenir la suprématie mondiale du dollar. Aussi incroyable que cela puisse paraître aux masses non lavées et aux experts, l'économie nationale (et le marché boursier) ne sont qu'une façade par rapport à la primauté du mandat qui consiste à maintenir la suprématie du dollar en tant que seule et unique monnaie de réserve essentielle.

Pour maintenir la suprématie mondiale en tant que seule monnaie de réserve essentielle, la Fed doit équilibrer la rareté et la demande. La pandémie a illustré le double rôle de la Fed et les exigences contradictoires d'être la banque centrale de l'Amérique et la banque centrale de la monnaie de réserve mondiale.

Pour éviter l'implosion de l'économie nationale et du marché boursier, la Fed a imprimé numériquement 3 000 milliards de dollars et les a libérés sous forme d'eau de crue, ce qui a eu pour effet de soulever tous les bateaux dans une certaine mesure.

En tant que banque centrale mondiale, elle a ouvert d'importantes lignes de crédit, des pensions et des swaps de devises avec d'autres banques centrales afin de dépasser la demande mondiale d'USD, de crainte qu'une envolée de l'USD n'étouffe le rallye des marchés boursiers mondiaux, un rallye que la Fed considérerait comme le seul mécanisme essentiel pour signaler que l'économie mondiale se redressait.

Cette offre excédentaire d'USD a été calculée pour supprimer la valeur du dollar en éliminant la rareté - elle n'a pas affecté la demande qui continue sans relâche.

Maintenant que cette réponse d'urgence ponctuelle a fait son travail, la Fed doit se remettre à défendre la valeur du dollar. Les experts sont absolument certains que la Fed va ramener les rendements obligataires à zéro ou même en dessous. La raison pour laquelle ils n'en ont aucune idée est que les experts ne regardent que les mandats secondaires de la Fed et ignorent sa directive principale : maintenir la suprématie du dollar. Pousser les taux négatifs et inonder l'économie mondiale avec l'USD est un moyen sûr de réduire la pénurie et la demande, donc cela n'arrivera pas.

Au contraire, les rendements américains commenceront à augmenter - peut-être par à-coups, mais ils commenceront à grimper à plus long terme. Et la Fed ne va pas sur-approvisionner l'économie mondiale en dollars ; elle va commencer à limiter les émissions excédentaires, non pas publiquement mais à huis clos. La rareté et la demande vont toutes deux augmenter, entraînant le dollar à la hausse. Ne vous demandez pas pourquoi ni comment, mais regardez simplement les rendements grimper, malgré le fait que tous les experts financiers s'entendent pour dire que les rendements sont nuls, voire négatifs. Les rendements peuvent baisser et se tisser de mois en mois, mais observez la tendance.

Tout comme toute monnaie est une construction sociale, la confiance dans la liquidité et la transparence de la valeur marchande de la monnaie est l'ingrédient essentiel de l'évaluation d'une monnaie. La seule façon d'établir une mesure fiable de la liquidité et de la transparence est de permettre à la monnaie de flotter librement sur le marché mondial des changes. Les pays émetteurs qui veulent contrôler la valeur sont intrinsèquement indignes de confiance, car aucun détenteur de la monnaie ne peut être sûr que la valeur ne sera pas manipulée pour servir l'agenda politique de l'émetteur.

Vous ne pouvez pas contrôler la valeur globale de votre monnaie et avoir une monnaie de réserve. C'est là que les experts sont à nouveau dans l'ignorance. La Chine ne semble pas particulièrement désireuse de céder le contrôle de sa monnaie (RMB) aux forces du marché. Elle maintient donc une parité avec le dollar pour garder le contrôle de la valeur du RMB sur les échanges mondiaux.

La demande de RMB est donc limitée. Le RMB représente environ 2 % du commerce mondial et joue un rôle tout aussi minime dans la dette mondiale libellée en RMB. Pour accroître le rôle mondial du RMB, la Chine devra mettre fin à l'arrimage avec l'USD et laisser le RMB et ses obligations souveraines flotter librement et être évalués par le marché.

En d'autres termes, elle devra renoncer au contrôle direct qu'elle exerce actuellement sur la valorisation du RMB.

Le paradoxe de Triffin exige des compromis douloureux pour émettre une monnaie de réserve, et il exige que la banque centrale émettrice serve deux publics et marchés concurrents. C'est pourquoi certains économistes pensent que les États-Unis seraient mieux servis en abandonnant la monnaie de réserve et seraient ainsi libres de ne servir que l'économie nationale.

C'est très logique, mais cela néglige une petite chose : l'empire mondial des États-Unis. Le projet impérial exige la suprématie du dollar, point final. Rien de moins n'y fera, et c'est donc la seule directive principale de la Fed.

Le rôle de l'Etat dans le monde d'après

rédigé par [Etienne Henri](#) 19 août 2020

Commerce, immobilier et même... restauration : jusqu'où osera aller l'Etat pour réparer les dégâts économiques des mesures sanitaires anti-coronavirus ?



Dans notre monde post-Covid, [l'intervention étatique ne connaît plus de limite](#). “L’Etat peut tout” semble être la nouvelle philosophie, et aucun secteur n’est plus hors d’atteinte de la dépense publique.

Nous avons, ces dernières années, vu les instances publiques manipuler les taux d’intérêt des emprunts publics et privés, offrir des milliards d’euros aux entreprises *too big to fail*, soutenir les cours boursiers ; voici désormais que les Etats s’immiscent dans le dernier pré carré de l’économie réelle.

[NDLR : Ces manipulations et cet interventionnisme auront des répercussions, tôt ou tard... et elles pourraient être dévastatrices pour les épargnants : avec les bonnes informations, vous *pouvez* protéger votre patrimoine, grâce à quelques mesures simples mais efficaces. Tout est expliqué ici.]

Quand l’Etat vous invite à déjeuner

Les résidents du Royaume-Uni vont avoir le privilège, cet été, de voir leurs sorties culinaires financées en partie par la Couronne.

Pour dynamiser le secteur de la restauration, Londres va subventionner trois jours par semaine les sorties au restaurant, au pub ou au café, à hauteur de 50% de l’addition et jusqu’à l’équivalent de 11 € par repas.



Le logo de l’opération britannique “Aidez les restaurateurs, sortez dîner”

En pratique, les restaurateurs et cafetiers ont pour consigne de ne facturer que 50% de la note du lundi au mercredi et de se tourner vers le Trésor pour encaisser la différence.

Si les consommateurs se réjouiront sans doute de bénéficier pour une fois directement des injections de liquidités, les contribuables pourront à juste titre s'inquiéter de voir les nouvelles fonctions régaliennes de l'Etat inclure le financement, sans condition de ressources, des sorties gastronomiques.

La mesure de soutien étant inconditionnelle, il ne s'agit même pas de redistribution de richesse mais d'une intervention pure et simple dans des transactions commerciales autrefois conclues naturellement entre acheteurs et vendeurs. La restauration sera désormais un secteur bénéficiant d'aides directes comme s'il s'agissait, comme la culture ou l'élaboration de médicaments pour une maladie orpheline, d'une activité de niche que le seul libre-échange ne permet pas de faire survivre.

Vous vous demandez quelle mouche a piqué le gouvernement de Boris Johnson pour pervertir ainsi son économie de marché ? Sachez que [la France n'est pas mieux lotie](#).

Bruno Le Maire, désormais ministre "de la Relance" (sic), a annoncé il y a quelques jours plancher sur la création de foncières ayant pour mission de mettre à la location des locaux commerciaux à loyer modéré.

Ces foncières locales devraient racheter des murs de boutiques dans les centres-villes au prix du marché et proposer aux commerçants des loyers allégés. L'objectif affiché est de faire baisser la charge du loyer dans les comptes des petits commerces très touchés par les mesures de confinement.

Peu d'éléments chiffrés ont filtré : nous ne savons toujours pas quels barèmes seront appliqués, quelles seront les conditions pour profiter de ces loyers modérés, la durée des mesures... Seul l'objectif de création d'une centaine de foncières sur le territoire métropolitain a été mentionné.

Ici encore, les contribuables sont en droit de se demander pourquoi leurs impôts devraient financer une activité traditionnellement confiée au marché libre. La mesure ne fera cependant pas que des victimes indirectes : les particuliers qui ont eu l'outrecuidance d'investir dans l'immobilier et qui comptaient sur la location de murs commerciaux pour s'assurer des revenus de bon père de famille subiront la mesure de plein fouet.

Devant faire face à la concurrence déloyale de l'Etat aux poches profondes, ils seront contraints d'aligner leurs loyers sur celui des murs subventionnés. Même s'ils veulent jeter l'éponge, la revente de leurs biens sera compliquée : le marché de l'immobilier d'investissement est notoirement dépendant des rendements, et toute baisse des loyers encaissés conduit à un effondrement du prix de vente.

Les sables mouvants de l'intervention étatique

Si nous relevons ces deux mesures au milieu de la marée de dépenses dites de relance, c'est parce qu'elles auront le plus grand mal à rester temporaires.

La liberté de commercer dans un marché libre et non faussé est, comme toutes les autres libertés, fragile. Les mesures d'exception prises dans l'urgence ont tendance à devenir la nouvelle norme et rares sont les dispositifs présentés comme transitoires qui le restent vraiment.

L'expérience du Fond de Solidarité Covid-19 et des mesures de soutien au chômage partiel en sont l'illustration la plus récente. Prévus pour quelques semaines au mois de mars, ils ont été prorogés encore et encore. Dans l'immobilier, nous avons déjà pu observer lors de la tentative de réforme des Allocations personnalisées au logement en 2017 à quel point alléger les dispositifs de soutien est socialement délicat.

Une fois que les acteurs économiques se sont habitués à de l'argent gratuit, le retirer est difficile – pour ne pas dire impossible. Si les commerces prennent l'habitude de voir une partie de leur chiffre d'affaires assuré par l'Etat, ou leur loyer subventionné, tout retour à une économie de marché ne pourra se faire que dans la douleur.

La moindre tentative de normalisation se heurtera au mur du chantage à l'emploi. Les bénéficiaires des aides ne manqueront pas de clamer que fermer le robinet aura des conséquences directes sur leur solidité financière. Et ils auront raison ! [Les activités-zombies](#) sont réellement dépendantes des flux monétaires étatiques.

Bienvenue au Pays des Merveilles

Vous aviez grincé des dents en entendant nos géniaux dirigeants claironner que les considérations pécuniaires ne devaient pas limiter l'ambition des politiques de santé publique ? Vous rirez jaune en constatant que, pour ces fins stratégiques, il est envisageable de dénaturer notre économie pour la sauver.

Peu importe, visiblement, que les conséquences immédiates de ces actions soient, justement, la disparition de l'économie de marché qu'ils prétendent protéger. Tels des Gribouille qui se jetteraient à l'eau de peur d'être mouillés par la pluie, nos dirigeants annihilent la capacité des citoyens à commercer librement pour protéger le tissu économique.

Petit à petit, une nouvelle norme s'installe. Des taux bas, voire négatifs ; une épargne punie et pouvant être saisie au moindre coup de Trafalgar pour les finances publiques ; une Théorie monétaire moderne qui prétend que les dépenses enrichissent ; des banques centrales qui fixent les prix des actions et obligations ; voici désormais la nationalisation des échanges commerciaux même les plus triviaux pour maintenir l'illusion d'une économie de marché.

Ces nouveaux excès d'interventionnisme ne sont pas un symptôme dû à une situation sanitaire exceptionnelle mais le résultat d'une tendance de fond débutée il y a plusieurs décennies comme nous le soulignons régulièrement dans ces colonnes.

Au fur et à mesure que les mesures non-conventionnelles (comprendre : contraires à toutes les bonnes pratiques économiques communément admises) s'empilent, il devient de moins en moins probables qu'elles disparaissent un jour.

Le projet de loi de finances rectificative présenté au Conseil des ministres du 10 juin 2020 par Bruno Le Maire évoque un lissage des dépenses dues au Covid-19 dans le temps, "par exemple jusqu'en 2042".

Une manière pudique de confirmer que les nouvelles mesures d'urgences sont là pour durer.

La financiarisation ne tombe pas du ciel

rédigé par [Bruno Bertez](#) 19 août 2020

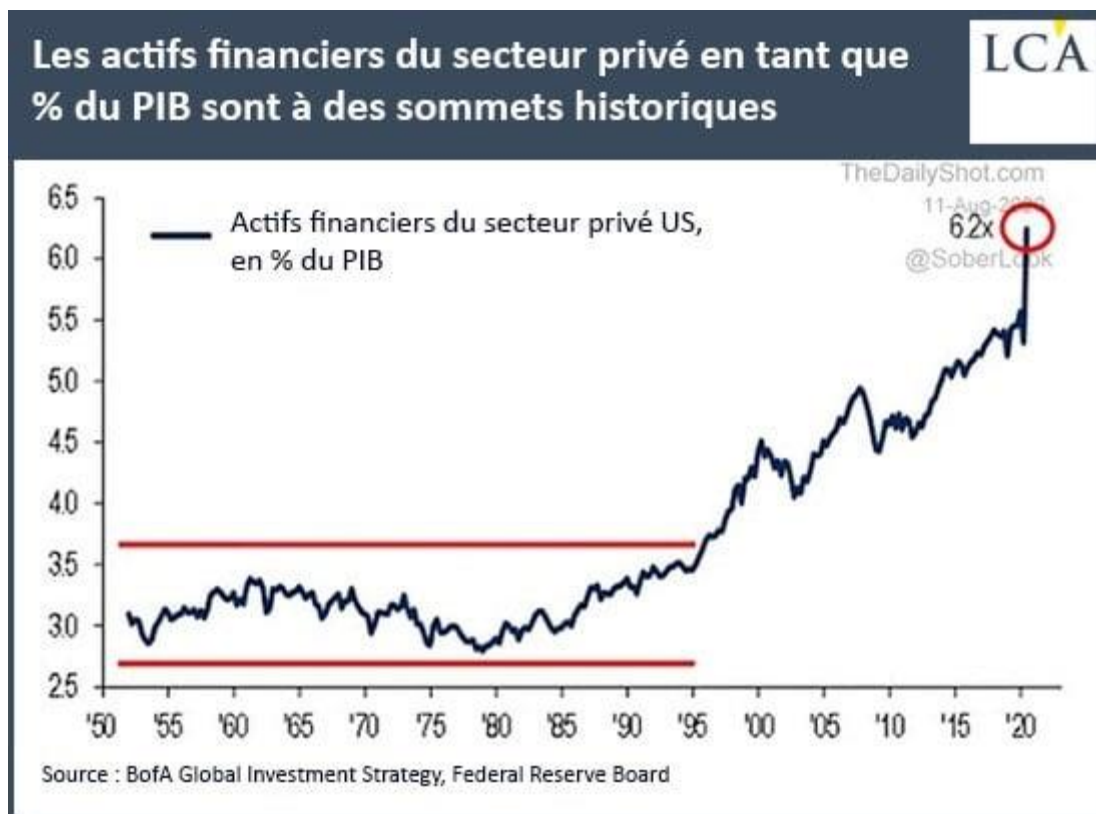
La financiarisation de l'économie est incontestable, visible... et elle pervertit l'ensemble du système. Pourquoi ? Comment est-elle apparue ? Et comment peut-on la définir ?



La financiarisation ou financialisation n'est pas un mythe ou une invention de complotistes, c'est une réalité incontournable. Sa manifestation visible, son mode d'apparition, c'est l'explosion de la masse des actifs du secteur financier.

Le symptôme de son excès, c'est la fragilité et sa tendance à l'instabilité.

Ici, cette explosion est exprimée en pourcentage de la production annuelle – le PIB. Ces chiffres sont incontestables car officiels.



Il y a un “avant” et un “après”

“La financiarisation pointe le rôle croissant des motivations financières, des marchés financiers, des acteurs financiers et des institutions financières dans le fonctionnement des économies nationales et internationales.”

C'est la définition qu'en donne l'économiste Gerald Epstein. Il la complète et décrit tout un monde :

“- Certains auteurs utilisent le terme ‘financiarisation’ pour désigner l’ascendant de la ‘valeur actionnariale’ en tant que mode de gouvernance d’entreprise ;

– certains l’utilisent pour évoquer la domination croissante des systèmes financiers des marchés de capitaux sur les systèmes financiers basés sur les banques ;

– certains suivent l’exemple de Hilferding et utilisent le terme ‘financiarisation’ pour désigner le pouvoir politique et économique croissant d’un groupe de classe particulier : la classe des rentiers ;

– pour certains, la financiarisation représente l’explosion du commerce financier avec une myriade de nouveaux instruments financiers ;

– enfin, pour [Greta] Krippner, qui a utilisé pour la première fois le terme elle-même, il fait référence à un ‘modèle d’accumulation dans lequel le profit se fait de plus en plus par les canaux financiers plutôt que par le commerce et la production de marchandises’.”

C'est cette définition qui me semble la plus intéressante car Krippner précise :

“La finance est le nouvel exploitant dominant, et non le capital en tant que tel. Ainsi, la finance est désormais le véritable ennemi, et non le capitalisme en tant que tel.

L’instabilité et la nature spéculative du capital financier sont la véritable cause des crises du capitalisme, et non de la baisse de la rentabilité de la production des choses et des services, comme le soutient la loi de la baisse de la rentabilité du capital de Marx.”

Cette affirmation de Krippner présente une faille considérable : elle fait descendre la financiarisation du ciel, sans cause, sans origine.

On ne peut pas revenir en arrière

Or la financiarisation, c'est un processus étalé dans la durée ; elle a bien une origine. Cette origine, c'est la crise de profitabilité du capital productif qui a commencé en 1973 et qui a été progressivement contrée par la mise en place du néo-libéralisme et par les réformes de la dérégulation.

La financiarisation ne tombe pas du ciel : elle est produite par le besoin, pour le système économique, de pallier l'insuffisance des revenus et l'insuffisance du [taux de profit](#) du capital par la production de dettes.

C'est important, car cela suggère que l'on ne peut revenir en arrière sur la financiarisation sans douleur : il faut d'abord traiter la cause de cette perversion. Ladite cause, c'est qu'il n'y a pas assez de profit dans le système... et il n'y a pas assez de profit parce qu'il y a trop de capital qui y prétend.

Face à la raréfaction relative du profit, on ne peut distribuer tous les revenus dont le système a besoin pour tourner. Ce sont la dette et/ou le crédit qui complètent les revenus aussi bien pour les entreprises que pour les gouvernements et que pour les ménages.

Pour résumer : il n'y en a pas assez pour tout le monde.

Cette théorie de la financiarisation de Krippner ne permet pas de comprendre les crises, et elle est incapable de rendre compte des raisons pour lesquelles, dans le monde financiarisé, on est obligé de peser sur les salaires, de confisquer les gains productivité – bref on est obligé d’augmenter le taux d’exploitation des salariés.

Ben Bernanke, ancien chef de la Réserve fédérale américaine pendant le grand boom du crédit du début des années 2000, a proposé sa version de la “financiarisation” comme tombée du ciel et seule cause des crises.

Pour lui, les crises sont le résultat de “paniques financières” – c’est-à-dire que les gens perdent la tête et paniquent pour vendre et réduire leurs dettes d’une manière totalement imprévisible ; tout cela serait le résultat de divers facteurs psychologiques, les fameux “esprits animaux” de Keynes, chers à Alan Greenspan.

Simple question : pourquoi, si tout cela n’est que psychologique, non causé, non justifié dans l’économie réelle, pourquoi est-ce que tout n’est pas rentré dans l’ordre par la suite ?

La financiarisation a une cause réelle, matérielle et non psychologique, qui se situe dans l’économie réelle : la tendance à l’érosion de la profitabilité du capital, laquelle oblige les agents économiques à compléter leurs ressources gagnées par le crédit, c’est-à-dire par la constitution d’actifs financiers.

Le courage... de dépenser l’argent des autres

rédigé par [Bill Bonner](#) 19 août 2020

Entre plans de relance non-financés et influence délétère des banques centrales, les finances américaines mériteraient un bon sevrage budgétaire pour recouvrer la santé. Hélas, ce n’est vraiment pas à l’ordre du jour...



Nous imaginions hier [une petite discussion entre Donald Trump et ses administrés](#)... où le président américain décrirait la décadence du capitalisme actuel... et le rôle des élites dans ce processus de perversion.

Quel bonheur ce serait de voir Le Donald dénoncer l’un des plus gros spécimens de ce troupeau d’idiots – [l’ancien président de la Fed Ben Bernanke](#).

Dans toute la longue histoire sordide des banques centrales, on ne trouve aucune meilleure illustration de malfeasance et de charlatanisme économique que dans son livre, *Mémoires de Crise*. Il s’auto-congratule – comme s’il était Horatius défendant le pont – pour avoir eu le “courage” de choisir la solution de facilité.



Charles Le Brun – *Horatius Coclès défendant le pont du Sublicius*

Au lieu de faire preuve de cran et de laisser les marchés faire ce qu'ils savent faire – corriger les erreurs des autorités – Bernanke a “imprimé” des milliers de milliards de dollars pour empêcher que les spéculateurs reçoivent ce qu'ils méritent.

C'est ainsi qu'il a rendu [les riches plus riches](#)... et hâté l'arrivée des barbares, qui se pressent désormais aux portes de la ville, couteaux et fourchettes à la main, prêts à les dévorer.

Bernanke a “imprimé” 3 600 milliards de dollars sur une période de cinq ans – une augmentation sans précédent de la base monétaire américaine. La Fed actuelle, menée par Jerome Powell, a de son côté imprimé une somme presque équivalente *en 90 jours seulement*.

Et ce n'est qu'un début... La semaine dernière, les Etats-Unis avaient à financer un déficit de 4 000 milliards de dollars. La semaine prochaine, ce déficit pourrait être de 5 000 milliards de dollars ou 6 000 milliards de dollars.

Ni les conservateurs ni les progressistes ne trouvent à y redire. Eux aussi ont le courage de dépenser l'argent des autres. On ne dit rien à personne, on imprime !

Sevrage brutal

Ensuite, après avoir décrit le trou visqueux dans lequel la république est tombée, parlant d'une voix basse et solennelle, suivant consciencieusement le prompteur, le président Trump pourrait enfin remplir le rôle pour lequel il a été élu.

Comme si son cerveau avait soudain pris vie, il pourrait annoncer un programme ayant de vraies chances de [“rendre sa grandeur à l'Amérique”](#).

Il annoncerait qu'il a l'intention de corriger la situation – d'abord en licenciant le président de la Fed, puis en opposant son veto à tous les projets de dépenses pour lesquels aucun financement n'est disponible.

En d'autres termes, si les Etats-Unis voulaient poursuivre leur longue et sombre route vers l'inflation, la faillite et le suicide social, il faudrait passer sur le corps de Donald J. Trump.

Ce qui serait d'ailleurs probablement le cas.

Les marchés boursiers s’effondreraient immédiatement. Le problème des “inégalités” serait résolu en quelques minutes.

Les taux d’intérêt grimperaient. Les mauvaises entreprises feraient faillite. Les mauvais dirigeants perdraient leur emploi. Les rachats d’actions prendraient fin.

Quiconque souhaiterait refinancer une maison ou un prêt d’entreprise aurait de gros problèmes. Ayant désespérément besoin d’argent réel, les entrepreneurs, les hommes d’affaires et les citoyens ordinaires devraient immédiatement se mettre au travail pour le gagner.

Le lendemain, il y aurait un article pleine page dans le *New York Times*, signé de centaines d’économistes réputés affirmant que le président a perdu la tête et devrait être destitué.

Les élites – le marigot, la presse, les universités, les bureaucrates... les bonnes âmes... les compères... le complexe militaire/industriel/financier/éducatif/carcéral – seraient contre lui.

Le sevrage ne serait pas facile, surtout aussi brutal. Impossible, probablement. Mais pour nous, quel plaisir ! Nous pourrions enfin écrire sur des choses vraies... directes... et honnêtes.

Un monde de fantasmes

En l’état, la presse véhicule beaucoup de messages différents – et tous ou presque sont frauduleux.

L’équipe Trump veut plus de relance. Trump – le plus gros dépensier de l’histoire des Etats-Unis – propose une nouvelle réduction d’impôts non-financée.

Parallèlement, l’équipe concurrente – Joe Biden/Kamala Harris – promet encore plus de chaos financier...

L’offre actuelle des démocrates pour le prochain plan de relance se monte à 3 400 milliards de dollars.

Une proposition de Harris appelée “*LIFT the Middle Class*” [“Relever la classe moyenne”, NDLR] ajouterait 2 800 milliards de dollars à la dette sur les huit prochaines années.

Combinées, les propositions de Biden et Harris pourraient coûter jusqu’à 10 000 milliards de dollars.

Dans ce monde de fantasmes, aucune proposition... aucune idée... aucun programme n’est si outrancier ou si idiot qu’il est inenvisageable.

[Manger les riches ?](#)

Bien sûr, pourquoi pas ?